

# CAHIER DES RÉSUMÉS

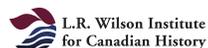
72<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

# FRONTIÈRES

17, 18 ET 19 OCTOBRE 2019

Ottawa, Ontario – Université d'Ottawa

CONGRESIHAF2019.CIEQ.CA



## TABLE DES MATIÈRES

VENDREDI 18 OCTOBRE .....	3
SÉANCE 1 - IDENTITÉ JUIVE ET PRESSE QUÉBÉCOISE AU XX <sup>E</sup> SIÈCLE .....	3
SÉANCE 2 - FONDEMENT DE LA DISCIPLINE INFIRMIÈRE. TRAVERSER LES FRONTIÈRES DISCIPLINAIRES ET RENDRE COMPTE DE POSTURES HISTORIOGRAPHIQUES DIFFÉRENTES.....	4
SÉANCE 3 - FRONTIÈRES ET RÉGLEMENTATION URBAINE.....	5
SÉANCE 4 - L'HISTORIEN.NE, LE TEMPS ET L'URGENCE CLIMATIQUE .....	7
SÉANCE 5 - LA FRONTIÈRE NORD-OUEST ET LES MÉTIS DANS L'AMÉRIQUE FRANÇAISE.....	8
SÉANCE 6 - ESPACES RÉSERVÉS, IDENTITÉS FLUCTUANTES : LE CAS DES « TERRES INDIENNES » DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT .....	9
SÉANCE 7 - LES SAVOIRS EN SANTÉ MENTALE : DÉLIMITER ET ADAPTER LE CHAMPS D'EXPERTISE AU CANADA FRANÇAIS.....	11
SÉANCE 8 - ÉCONOMIE ET VIE SOCIALE EN NOUVELLE-FRANCE.....	13
SÉANCE 9 - LE CORRIDOR CRÉOLE, 1790-1850 : HISTOIRES TRANSFRONTALIÈRES ET HISTOIRES TRANSATLANTIQUES.....	14
SÉANCE 10 - LES CATÉGORIES D'ÂGE FÉMININES AU XX <sup>E</sup> SIÈCLE : DES FRONTIÈRES ÉLASTIQUES, INVISIBILISÉES ET NÉGOCIÉES .....	16
SÉANCE 11 - FAMILLES ET TRAVAIL AU XVII <sup>E</sup> SIÈCLE DANS LE GOUVERNEMENT DE QUÉBEC .....	17
SÉANCE 13 - LA VALLÉE LAURENTIENNE ET LES HECTARES FANTÔMES DE L'INDUSTRIALISATION BRITANNIQUE.....	19
SÉANCE 14 - RÉVOLUTIONS À TRAVERS LES FRONTIÈRES. HISTOIRE CROISÉE DE LA RÉBELLION DE 1837-1838 ET DE L'AMÉRIQUE JACKSONIENNE .....	21
SÉANCE 15 - AUX FRONTIÈRES DE L'HISTOIRE AUTOCHTONE I : MÉTHODOLOGIE ET MILITANTISME .....	22
SAMEDI 19 OCTOBRE .....	24
SÉANCE - 17 IDENTITÉ ET REPRÉSENTATION DES FRANCOPHONES EN AMÉRIQUE DU NORD : ENTRE MARGINALISATION ET SOLIDARITÉ.....	24
SÉANCE 18 - LA PART SOCIALE DES SOINS INFIRMIERS : HÉRITAGE, ALTÉRITÉ, AMBIGUÏTÉ .....	26
SÉANCE 19 - REPOUSSER, RENÉGOCIER ET CONTESTER LES FRONTIÈRES DU JOURNALISME AU QUÉBEC (1880-1980).....	28

SÉANCE 20 - REPOUSSER LES FRONTIÈRES DES EMPIRES COLONIAUX : DU TERRITOIRE À L'INDIVIDU.E MIGRANT.E DU XVII <sup>e</sup> AU XX <sup>e</sup> SIÈCLE.....	29
SÉANCE 21 - FAMILLES ET JUSTICE AU BAS-CANADA AU XIX <sup>E</sup> SIÈCLE .....	30
SÉANCE 22 - ENTRE CHARITÉ, MARCHÉ ET DROIT : L'ACCÈS DE LA POPULATION AUX SOINS HOSPITALIERS ET LA TRANSFORMATION DE L'HÔPITAL (1880-1930).....	32
SÉANCE 23 - FEMMES, POLITIQUE ET RÉSISTANCE.....	34
SÉANCE 25 - ÉPISTÉMOLOGIE DE LA FRONTIÈRE COLONIALE .....	35
SÉANCE 26 - CLASSES POPULAIRES CONTESTATAIRES ET CONSOMMATRICES.....	36
SÉANCE 27 - FRONTIÈRE, OBSTACLE OU PASSERELLE : L'INTÉGRATION DU NUMÉRIQUE EN HISTOIRE DE LA NOUVELLE-FRANCE .....	38
SÉANCE 28 - AUX FRONTIÈRES DE L'HISTOIRE AUTOCHTONE II : ÉCONOMIE POLITIQUE	39
SÉANCE 29 - LES TERRITOIRES DE L'HISTORIEN.....	41
SÉANCE 30 - MISSIONNAIRES, VOYAGEURS ET COLONS AUX XIX <sup>E</sup> ET XX <sup>E</sup> SIÈCLES .....	43
SÉANCE 31 - ÉDUIQUER, PUNIR, PROTÉGER ET TÉMOIGNER (DE) LA SEXUALITÉ : L'EXEMPLE DES ADOLESCENTES AU QUÉBEC ET EN BELGIQUE, 1945-1990 .....	44
SÉANCE 32 - POLITIQUE ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES .....	46
SÉANCE 33 - MIGRATIONS ET RÉSEAUX FRANCOPHONES EN AMÉRIQUE DU NORD (1830-1930).....	48

## VENDREDI 18 OCTOBRE

8h30-10h00

### SÉANCE 1 - IDENTITÉ JUIVE ET PRESSE QUÉBÉCOISE AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

#### *Formes et complexités de l'image des Juifs dans le journal L'Action catholique de Québec (1932-1939)*

**Pierre Anctil**, Université d'Ottawa

S'agissant des Juifs, une analyse détaillée de près de sept cent mentions du judaïsme, puisées dans *L'Action catholique* de Québec et étalées sur une période de huit ans, révèle la construction d'un discours beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît à prime abord. Première constatation, les Juifs représentent pour le journal une forme d'altérité radicale qui transcende toutes les autres présentes jusque-là au Canada français, soit les Autochtones, les Anglo-protestants et les immigrants d'autres origines. La question juive est aussi liée de très près dans *L'Action catholique*, au cours des années trente, à la persécution dont sont victimes les Juifs sous le régime nazi en Allemagne et à la possibilité que certains d'entre eux émigrent au Canada. De nombreuses contradictions apparaissent également dans le journal quant à l'interprétation qu'il convient de donner au judaïsme dans la diaspora et quant à la manière d'en décrire la signification pour les pays hôtes. Le conférencier tentera de montrer que ces hésitations et incompréhensions sont liées à la difficulté fondamentale que ressent le Canada français traditionnel d'entrer dans la modernité et à sa perception que les Juifs représentent des vecteurs de changement importants au sein d'une société qui se croit à l'abri des influences extérieures.

#### *La presse juive anglophone montréalaise face au néonationalisme québécois (1960-1976)*

**Simon-Pierre Lacasse**, Université d'Ottawa

À la suite de l'élection des Libéraux de Jean Lesage en juin 1960, qui déclenche une série de réformes sociales et économiques importantes portées par un courant néonationaliste affirmé, la communauté juive de Montréal est confrontée à l'émergence d'un « nouveau Québec ». Composée à ce moment d'une majorité d'immigrants de deuxième et de troisième générations et d'une minorité de rescapés de l'Holocauste en processus avancé d'anglicisation, les observateurs de la communauté juive représentent une voix unique dans les débats de société qui s'animent durant les années 1960 et 1970. En tant que communauté culturelle et religieuse fortement organisée autour d'institutions mises en place durant l'entre-deux-guerres, les Juifs de Montréal ont, en fait, été des commentateurs actifs de la politique québécoise et canadienne. Leur perception du « nouveau Québec » est teintée par la mémoire collective juive récente, qui comprend la montée du nazisme en Allemagne durant la décennie des années 1930, le meurtre de plus de six millions de Juifs européens durant l'Holocauste et la création de l'État d'Israël en 1948. Ce lourd bagage permet aux Juifs ashkénazes de poser un regard unique sur les événements entourant l'éveil national des Québécois, la mise en application des premières lois linguistiques et l'articulation d'un projet politique souverainiste. Si d'une part ils craignent les excès du nationalisme, ils reconnaissent d'autre part la légitimité de la lutte pour le maintien de la langue et de la culture françaises, et la création d'un État pour en assurer la pérennité. C'est ce paradoxe fondamental qui est reflété dans la perception juive du néonationalisme québécois. Cette communication se base sur la recension de l'hebdomadaire *Canadian Jewish Chronicle* pour la période de 1960 à 1976, un journal d'opinion à vocation juive publié en anglais dans la métropole québécoise.

## SÉANCE 2 - FONDEMENT DE LA DISCIPLINE INFIRMIÈRE. TRAVERSER LES FRONTIÈRES DISCIPLINAIRES ET RENDRE COMPTE DE POSTURES HISTORIOGRAPHIQUES DIFFÉRENTES

### *L'héritage des hospitalières : un malaise flou autour de la construction du savoir infirmier enseigné au Québec*

**Marie-Claude Thifault**, Université d'Ottawa

S'engager à donner le cours « Les fondements de la discipline infirmière » est un beau défi pour une historienne. Cela implique une lecture minutieuse de la littérature développée sur le savoir infirmier, de comprendre la matière enseignée jusque-là, la logique de la période à couvrir et la pertinence des thématiques retenues par la majorité des infirmières responsable de ce segment dans le cursus des soins infirmiers. Cette première démarche conduit au surprenant constat de la complète absence de contributions au savoir infirmier avant Florence Nightingale (1820-1910) et d'un long silence d'un siècle après elle. Bien qu'il semble logique pour l'infirmière de présenter Nightingale comme la pionnière du nursing et de la faire suivre par les théoriciennes telles que Hildegard E. Peplau (1909-1999) et Virginia Henderson (1897-1996), l'historienne cherchera à comprendre, dans un premier temps, le fondement rationnel que soutient cette périodisation. Dans un deuxième temps, nous partagerons une réflexion sur ce qui nous semble être un malaise flou autour de la construction du savoir infirmier enseigné au Québec. En nous appuyant sur les archives des Sœurs de la Providence et celles de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, nous avancerons des pistes de réflexion afin de tenter de mieux comprendre le réflexe qui consiste à désavouer l'héritage des hospitalières.

### *L'évolution de la formation infirmière au Québec sous l'angle des modes fondamentaux de développement de savoirs infirmiers*

**Jacinthe Pepin**, Université de Montréal

À partir de la publication de Carper en 1978 décrivant les modes de développement de savoirs infirmiers pour la pratique, Chinn et Kramer (2015) ont proposé un modèle pour le développement et l'utilisation du savoir infirmier. Ce modèle propose une intégration des divers modes de développement de savoirs autour du mode émancipatoire afin que les infirmières développent leur expertise pratique. Les auteures perçoivent une renaissance du mode émancipatoire en sciences infirmières, qui amène l'infirmière à reconnaître des injustices sociales en matière de santé et à agir pour changer la situation. Nous proposerons une lecture de l'évolution de la formation infirmière au Québec à la lumière de ce modèle, en nous appuyant sur des textes et pages d'histoire de la discipline et de la profession infirmières. Depuis le premier numéro de *La Veilleuse*, publiée en 1924 par la Filiale des garde-malades du cours supérieur, quelle place les programmes ont-ils accordée, par exemple, aux concepts s'apparentant au savoir émancipatoire, à l'équité et à l'empowerment au fil des transformations sociales? Quel poids relatif apparaît être accordé aux divers modes (éthique, esthétique, personnel, empirique, émancipatoire) de développement et l'utilisation du savoir infirmier ainsi qu'à leur intégration? Nous partagerons également une réflexion sur des impacts possibles de la modulation des modes pour la relation de soin, la relation avec les autres professionnels et la reconnaissance de la nécessité d'une formation universitaire initiale.

## *Bref aperçu de l'évolution de l'offre de formation infirmière universitaire concomitante à celle de l'idée de science*

**Clémence Dallaire**, Université Laval

Le processus d'entrée à l'université de la formation infirmière constitue une étape importante dans l'évolution des soins infirmiers et de la discipline infirmière. Ce processus est en partie lié à l'idée de « science » et à celle de « science infirmière », plus particulièrement. Après avoir défini brièvement chacune de ces notions, cette présentation abordera l'évolution de l'entrée à l'université des formations infirmières au Canada en la situant par rapport à l'idée d'être et de devenir une « science infirmière ». Seront abordées les différentes connotations de l'idée de science infirmière, au singulier comme au pluriel, négatives comme positives, utilisées successivement par les infirmières en les associant à l'intégration de la formation dans les universités. En conclusion, différentes hypothèses seront proposées quant aux avenues prises par différents programmes par rapport à la notion de science tout en maintenant leur place à l'université.

## **SÉANCE 3 - FRONTIÈRES ET RÉGLEMENTATION URBAINE**

### *« Des maisons non pas impropres à l'habitation, mais démodées, surannées » : établir la frontière entre insalubrité et salubrité à Montréal, 1930-1939*

**Jean-Christophe Racette**, UQAM

Durant les années 1930, la Ville de Montréal est confrontée à une grave crise du logement, tant au niveau de la quantité d'habitations disponibles que de la qualité de celles-ci. Pour documenter le problème et tenter de le résoudre, la Ville met sur pied la Commission du logement salubre qui sera chargée d'étudier la situation et de proposer des plans de sortie de crise. Dans le cadre de cette communication, nous analyserons comment cette commission participe à développer une définition précise de ce qu'est un taudis. Par l'étude de ses réflexions, de ses recherches et de ses enquêtes sur l'état des logements montréalais, nous montrerons que la Ville travaille à tracer une frontière entre l'insalubrité et la salubrité. Cette frontière sémantique servira de base à la planification des interventions en matière de logements tout au long de la décennie 1930 et inspirera les grands plans de rénovation urbaine qui suivront la Seconde Guerre mondiale. En dépouillant le fonds de la Commission du logement salubre, nous verrons que cette définition du concept de taudis, loin d'être nette et immuable, n'est pas seulement l'œuvre de l'administration publique, mais bien le résultat d'une série d'échanges entre celle-ci et différents acteurs civiques (journalistes, médecins, experts en aménagements, *Board of Trade*) intéressés par la condition des logements montréalais. Partant, nous pourrons mieux comprendre la notion exacte de taudis telle qu'elle se présentait et était utilisée dans l'esprit de ces acteurs et mettrons en lumière les enjeux inhérents à l'utilisation d'une définition précise.

### *Toilettes à eau et clivages sociaux à Montréal, 1856-1901*

**Gilles Lauzon**, Chercheur indépendant

Le passage des latrines extérieures aux toilettes à eau constitue une véritable révolution des conditions de vie, surtout en ville et plus encore en milieu ouvrier. Dans l'historiographie montréalaise, on aborde généralement cette question par les fosses d'aisance encore en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette communication a pour but de présenter une chronologie complète du processus de conversion, à partir d'une recherche originale. En plus de s'appuyer sur de solides publications

connues concernant la mise en place des grands systèmes que sont l'aqueduc et les égouts publics, cette étude repose sur toutes les données statistiques disponibles aux Archives de Montréal concernant tant les « water closets » que les fosses d'aisance, de 1863 à 1910. Les rapports annuels de l'Aqueduc et du Bureau de santé ont principalement été mis à profit, mais également les rôles d'évaluation locative, apparemment jamais exploités à ce jour à ce sujet, ainsi que d'autres informations pertinentes provenant des archives. Outre la chronologie proprement dite du processus global de conversion, cette recherche apporte un éclairage nouveau sur les clivages sociaux à Montréal pendant la période observée, clivages entre la ville bourgeoise et la ville ouvrière, cela va de soi, mais également à l'intérieur des milieux populaires. D'un point de vue socio-économique, trois périodes distinctes ressortent clairement, celle du Montréal à l'aise, celle du Montréal ouvrier pauvre et, entre les deux, celle d'un autre Montréal ouvrier, majoritaire, pour lequel la conversion s'est faite étonnamment rapidement. Les explications de chacun de ces trois temps seront abordées.

## *Circulation, ordre public et nuisances : relations entre populations urbaines et animales à Montréal et à La Nouvelle-Orléans au XIX<sup>e</sup> siècle*

**Benjamin Gagnon, UQTR**

Les grands centres urbains de l'Amérique française dépendent de l'exploitation des espèces animales, tant pour leur force de travail que pour l'alimentation. Les transformations que connaissent ces villes suscitent de nouveaux problèmes (congestion des transports, pollution, épidémies, etc.) qui influencent les rapports entre la population urbaine et les animaux. Cette communication analyse comment, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Montréal et La Nouvelle-Orléans s'attaquent aux problèmes de la fluidité de la circulation et de la sécurité publique pour composer la présence animale en milieu urbain. Dans ces deux villes en pleine croissance démographique et matérielle, on observe une volonté d'encadrer le mouvement des individus dans l'espace urbain, principalement sur les voies de communication et les places publiques. Une indéniable volonté disciplinaire oriente l'action réglementaire des autorités municipales en matière de circulation et d'ordre public. Ces réglementations, qui deviendront de plus en plus restrictives, touchent à la fois les humains et les animaux. Humains et non-humains forment ainsi une communauté multi-espèces dont les autorités cherchent à contrôler le comportement et le déplacement dans l'espace. Certaines espèces sont davantage concernées que d'autres par ces mesures, ce qui démontre que la notion de « nuisance » est elle-même appelée à varier en fonction de diverses considérations socio-économiques et culturelles. C'est précisément cette hiérarchie que nous proposons d'illustrer en comparant à partir d'un éventail de sources (règlements, journaux, recensements) deux sociétés urbaines qui pensent et représentent différemment leur relation avec les animaux à travers leurs pratiques socio-spatiales d'inclusion et d'exclusion de certaines espèces.

## *Montréal en 1919 : industries, transport et espaces résidentiels*

**David Girard, UQAM**

La communication que nous proposons vise à présenter les résultats finaux d'une recherche qui s'est intéressée aux liens entre les secteurs industriels et résidentiels à Montréal en 1919. Bien que plusieurs études se soient attardées à la compréhension de la structure spatiale de Montréal au début du XX<sup>e</sup> siècle, très peu d'entre elles ont analysé les multiples dimensions de la question de la mobilité quotidienne (« journey to work »). En ce sens, le jumelage d'un ensemble de sources nous a permis de combler cette lacune et d'étudier la géographie résidentielle des quartiers ouvriers à un moment précis de l'histoire montréalaise. Pour être au diapason avec le thème général de cette 72<sup>e</sup> édition du Congrès de l'Institut d'histoire

de l'Amérique française, nous présenterons cinq modèles de répartition géographique qui bouleversent notre conception des frontières urbaines au début du XX<sup>e</sup> siècle. Nous poursuivrons ensuite avec la présentation de deux études de cas sur la mobilité quotidienne, lesquelles portent sur la filature Sainte-Anne de la *Dominion Textile*, dans Hochelaga, et la *Darling Brothers*, dans le quartier Sainte-Anne.

## SÉANCE 4 - L'HISTORIEN.NE, LE TEMPS ET L'URGENCE CLIMATIQUE

### *Pousser la déconstruction plus loin : l'historien lambda et l'environnement*

**Daniel Poitras**, IHAF

Le rôle des historien.ne.s dans la promotion de certains grands récits nationaux, modernisateurs ou anthropocentriques, est de mieux en mieux connu. Au Québec, la réflexion historiographique autour de ce rôle est en pleine effervescence depuis quelques années avec la déconstruction (douloureuse, polémique) du récit prométhéen hérité de la Révolution tranquille, dont les ressacs sont encore nombreux dans l'actualité. Cette déconstruction ouvre l'histoire québécoise à de nouveaux enjeux, acteurs et phénomènes transnationaux, mais aussi à une remise en question d'une histoire nationale aux frontières étanches et, par ricochet, au rapport à (l'histoire de) l'environnement et à la supposée particularité d'un Québec « plus vert » en Amérique du Nord. Quels sont les enjeux qui découlent de cette déconstruction pour l'articulation du global et du local, et pour l'intégration de l'environnement dans la réflexion et la pratique de l'historien.ne? Cette réflexion ne doit pas être menée par les seuls spécialistes en la matière. Je postulerai que l'un des lieux d'intervention est justement l'actualité, qui regorge d'occasions pour des interventions doublement historiennes et citoyennes. Je donnerai l'exemple de l'utilisation des années 1960 et 1970 dans les discours publics. Le Plan Nord, la gestion de l'île d'Anticosti, les appels à la maîtrise de la nature et au prométhéisme, la construction de barrages à tout prix et la commémoration du chantier des Jeux olympiques de Montréal sont quelques exemples d'objets ou de projets récents qui résonnent dans plusieurs champs historiens et dont la démystification apparaît urgente.

### *La crise et les avènements d'autrefois*

**Thomas Wien**, Université de Montréal

Les GES produits aujourd'hui ou demain auront encore des effets à long, voire à très long, terme. Les spécialistes sont unanimes : pour cesser dans la mesure du possible d'hypothéquer l'avenir de beaucoup d'espèces, dont la nôtre, il sera nécessaire de développer une « intelligence pronostique » (P. Sloterdijk) en pesant les retombées de nos gestes actuels pour l'avenir proche, mais aussi lointain. La question à 100 piastres est évidemment : ce virage, qui est déjà en cours, ira-t-il suffisamment loin pour limiter un tant soit peu les dégâts? Une question moins brûlante – disons, à 35 piastres – mérite pourtant également d'être posée : ce futur qui nous affronte désormais, qui envahit notre présent, nous sortira-t-il de notre « présentisme » qui, d'après certains, nous empêche de regarder en face à la fois avenir et passé? Autrement dit, la crise risque de modifier notre rapport collectif au passé. D'où la question à 15 piastres, la nôtre ici : quelle histoire – historienne – pour cet avenir assombri et insistant? L'histoire environnementale continuera sûrement sa chevauchée victorieuse. Mais la situation qui nous pend au nez rend plus pertinente que jamais une histoire axée sur les multiples futurs d'autrefois, entre choix, impératifs structurels, « non-décisions » et conséquences prévues ou imprévues. Il en va d'une meilleure empathie avec nos prédécesseur.e.s et, finalement, avec nous-mêmes, face à des dilemmes qui ne sont que partiellement inédits. L'intervention essaiera d'imaginer en ce sens l'histoire de la vallée laurentienne dans l'assez longue durée.

## *Craindre ou espérer un changement climatique (XVII<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle) : quelques considérations sur l'actuel et l'inactuel d'une enquête historique au long cours*

**Fabien Locher**, CNRS, Paris

Cette intervention portera sur le lien au présent d'une recherche en cours. Il s'agit d'un livre, que mon co-auteur Jean-Baptiste Fressoz et moi-même, achevons sur les espoirs et les anxiétés que suscite, du XVII<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, la perspective d'un changement climatique provoqué par l'homme. Ce changement redouté par les sociétés du passé, n'a rien à voir en un sens avec le réchauffement global contemporain : il concerne le cycle de l'eau et les transformations que celui-ci pourrait subir du fait de la déforestation. Mais dans le même temps, notre espoir est aussi que notre enquête puisse informer les sociétés contemporaines faisant face au réchauffement anthropique, car les mécanismes sociaux que nous décrivons (apathie ou réactivité face au changement, politisation des enjeux, volonté de gouverner les usages populaires de la nature dans les campagnes européennes ou dans les colonies), peuvent nous renseigner sur la situation actuelle. Comment penser ce lien sans présentisme? Quelles leçons en inférer? Comment éviter la récupération climato-sceptique et les interprétations réductrices de tous ordres? En bref, comment être historien et citoyen dans le monde des médias, de la bataille des idées et de l'anthropocène?

## **SÉANCE 5 - LA FRONTIÈRE NORD-OUEST ET LES MÉTIS DANS L'AMÉRIQUE FRANÇAISE**

### *Le métissage franco-amérindien et repenser la chronologie du peuple Métis dans l'Ouest canadien, 1731-1774*

**Scott Berthelette**, Université Queen's

À partir des années 1730 les officiers français, les marchands et les voyageurs de Montréal ont établi des postes au nord-ouest du lac Supérieur. Ces établissements visaient à affirmer la souveraineté française au cœur de l'Amérique septentrionale. Certes, les Mushkegowuk, Nehiyaw, Nakota, Anishinaabeg et de nombreux autres peuples autochtones n'étaient pas intéressés à se soumettre à une grande alliance **médiée** par les Français et par conséquent à commercer ainsi exclusivement avec eux. Quoique les officiers français n'aient pas réussi à créer des alliances durables avec les peuples autochtones de la région, c'était une toute autre histoire pour les voyageurs et les coureurs de bois. Les voyageurs et coureurs de bois ont maintenu leurs relations amicales grâce au métissage franco-amérindien axé sur la culture matérielle, les expressions vestimentaires, les rituels d'adoption, les cérémonies spirituelles et le mariage « à la façon du pays ». Au fil du temps, ces relations menèrent au métissage franco-amérindien qui a finalement préfiguré la montée du peuple Métis dans l'Ouest canadien. Bien que la plupart des historiens ont relié la naissance du peuple Métis à la bataille de la Grenouillère en 1816, mes recherches nous amènent à repenser la chronologie du peuple Métis dans l'Ouest canadien.

## *« Une branche de l'arbre canadien-français » : l'influence d'une politique Métis sur l'Association Saint-Jean-Baptiste en 1874*

**Max Hamon**, Université McGill

Explorer l'activité politique de Louis Riel à Montréal pendant les années 1873-1875 nous offre l'occasion de réfléchir à l'influence de la politique et de la culture de la région « frontalière » sur les « centres » du pouvoir de l'Amérique française. Durant cette période, Riel a soutenu l'idée d'une union entre les Canadiens et les Métis. Dans une lettre datée du 24 juin 1874 et envoyée au président de l'Association Saint-Jean Baptiste de Montréal, Charles Joseph Coursol, on peut lire cette phrase assez connue « Les Métis canadiens français du Nord-Ouest sont une branche de l'arbre canadien-français. Ils veulent grandir comme cet arbre et avec cet arbre, ne point se détacher de lui, souffrir et se réjouir avec lui. » De prime abord, cette lettre suggère une alliance « naturelle ». Toutefois, cette lettre, Coursol, n'a jamais reconnu ni répondu. La découverte toute récente de la copie originale de cette lettre, permet de relancer la question des liens entre les Métis du Nord-Ouest et le Québec. Cette communication explore l'influence de la correspondance de Riel avec l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal pendant l'année trouble de 1874 sur la pensée nationaliste au Québec.

## *La foi et la frontière américaine : souffrances du colonialisme et guérisons miraculeuses chez les Métis de la rivière Rouge (1845-1896)*

**Émilie Pigeon**, Université d'Ottawa

Dès que la frontière américaine traversant les Prairies fut fixée au 49<sup>e</sup> parallèle, le tracé du territoire ancestral de plusieurs nations autochtones fut soudainement bifurqué. L'impact de ce geste fut ressenti en plein cœur de la vie spirituelle de nombreuses nations. Les comportements et rituels populaires qui découlent de l'adhésion au catholicisme chez les Métis de la rivière Rouge ne furent pas épargnés par cette transformation. En effet, pour plusieurs Métis, la présence de la frontière entre deux puissances coloniales bouleversa le quotidien religieux. L'accès aux sacrements de l'Église et à ses promesses fut restreint au fur et à mesure que la légitimité politique de la limite territoriale prit de l'ampleur. Néanmoins, en survivant aux maux du colonialisme, de nombreuses familles ancrèrent leurs difficultés dans une compréhension de la souffrance qui devint rédemptrice. Malgré l'impact découlant des décisions des élites coloniales, l'expérience vécue de la frontière parmi les Métis au XIX<sup>e</sup> siècle donna lieu à des rituels catholiques distincts, permettant la guérison de certains et la propagation de nouvelles croyances chez d'autres.

10h20-11h50

## **SÉANCE 6 - ESPACES RÉSERVÉS, IDENTITÉS FLUCTUANTES : LE CAS DES « TERRES INDIENNES » DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT**

### *L'ambiguïté frontalière : le cas des terres « réservées » pour les Autochtones de la vallée du Saint-Laurent sous le régime français*

**Alain Beaulieu**, UQAM

Dans le cadre juridique canadien, une réserve indienne est « une parcelle de terrain destinée à l'usage exclusif d'une bande indienne ». Le Canada en compte aujourd'hui un peu plus de 250, réparties sur une grande partie de son territoire. S'il se

déployé pleinement au XIX<sup>e</sup> siècle, le système des réserves indiennes a toutefois des origines plus anciennes. Dans les colonies britanniques de la Côte-Est américaine, l'idée de réserver des terres pour les Indiens apparaît ainsi dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Au Québec, les octrois de terres en faveur des Autochtones possèdent aussi une longue histoire, puisqu'une première terre, la seigneurie de Sillery, fut accordée aux « Sauvages errants » de la Nouvelle-France dès 1651. Cette concession sera suivie de quelques autres, toutes situées dans la vallée du Saint-Laurent, seul secteur où les Français procédèrent à ce genre de concessions. Destinées à la formation de missions catholiques, ces terres sont souvent qualifiées de premières réserves indiennes, ce qui suppose qu'il s'agissait dès le départ de lieux réservés à l'usage exclusif des Autochtones. L'objectif de cette communication est d'examiner, notamment à partir des titres de concession originaux, les ambiguïtés qui existent à ce sujet dans les terres mises de côté pour les Autochtones durant le régime français.

## *Territoire « seigneurial » et frontière identitaire : les modalités différenciées de concession de censives entre les Abénaquis et les Canadiens*

**Isabelle Bouchard**, CIEQ/UQTR

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les Abénaquis d'Odanak administrent leurs terres (portions des seigneuries de Saint-François et de Pierreville) comme une « seigneurie ». En théorie, la division entre « domaine » et « mouvance » permet d'établir une distinction, par le biais du foncier, entre les membres de la communauté, qui ne payent pas de droits seigneuriaux, et les Canadiens, devant payer des cens et rentes pour occuper des terres concédées en censives. Cette frontière physique entre « Indiens » et « Blancs » au sein du territoire seigneurial n'est toutefois pas étanche. Des membres de la communauté acquièrent des censives, pour lesquelles ils reçoivent des modalités plus avantageuses tant que ces terres ne passent pas entre des mains « étrangères ». Dans cette communication, nous entendons analyser les modalités différenciées de concessions de censives entre Abénaquis et Canadiens. Ces dernières seront étudiées à la lumière de la transformation des critères d'appartenance, alors que la fluidité laisse la place à des critères identitaires plus rigides, qui vont se traduire, à partir de 1850, par des critères légaux restrictifs.

## *Territoire et frontière conceptuelle : la Confédération et l'évolution de la notion de réserve indienne*

**Maxime Gohier**, UQAR

La Confédération de 1867 marque un moment charnière dans l'évolution des réserves indiennes au Québec. Sous le Régime français, les terres « réservées » pour les Autochtones l'ont été surtout sous forme de missions concédées à des communautés religieuses pour favoriser l'évangélisation des « Sauvages ». Sous le Régime britannique, la pratique s'est transformée et accélérée. Avec la création du Haut-Canada, l'habitude s'est prise de réserver pour l'usage des Autochtones de petites parcelles de terres parmi celles cédées à la Couronne par traités. Au Bas-Canada et dans les Maritimes, des dizaines de réserves ont été « créées » pour faciliter la sédentarisation des Autochtones. La création de la Confédération a généré un besoin d'uniformiser les différents statuts de terres « réservées ». Au Québec, ce processus s'est manifesté notamment par l'obtention, en 1869, de trois cessions territoriales par les Malécites de Viger, les Abénakis d'Odanak et les Innus d'Ouiatchouan. L'analyse de ces trois exemples met en évidence les tenants et aboutissants du processus de standardisation du titre indien et, par le fait même, de la notion de « réserve » indienne.

## *Quel territoire traditionnel pour les Makwaninis-Algonquins de la grande région de la Mauricie?*

**Denys Delâge**, Université Laval

Les Magouas ou Makwaninis-Algonquins de la grande région de la Mauricie seraient disparus à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux yeux du ministère des Affaires indiennes, du Gouvernement du Québec et des nations autochtones voisines : Abénaquis, Attikamègues, Hurons, Algonquins de Maniwaki. Les territoires traditionnels revendiqués par ces quatre nations seraient les suivants : les Abénaquis (sud du fleuve et pourtour nord du lac Saint-Pierre); les Attikamègues (haute et basse Mauricie jusqu'au fleuve à l'est du Saint-Maurice); Hurons-Wendats (de l'ouest du Saint-Maurice à l'est du Saguenay, des hautes Laurentides aux frontières du Maine); Algonquins de Maniwaki ou de l'Outatouais : hauteur des eaux de l'Outatouais et littoral du Saint-Laurent jusqu'au Saint-Maurice. Les recouvrements sont nombreux. Quels arguments et quels critères retenir pour fonder une réclamation territoriale des Makwaninis-Algonquins de Trois-Rivières et contrer les arguments rivaux?

## **SÉANCE 7 - LES SAVOIRS EN SANTÉ MENTALE : DÉLIMITER ET ADAPTER LE CHAMPS D'EXPERTISE AU CANADA FRANÇAIS**

### *Les enfants épileptiques au Québec à la frontière de la maladie et du handicap, 1930-1970*

**Susanne Commend**, Université d'Ottawa

Entre les années 1930 et le milieu des années 1960, les élèves épileptiques ont été scolarisés dans des institutions spécialisées à la fois distinctes des établissements pour les élèves réguliers et de ceux réservés aux élèves handicapés. Plusieurs d'entre eux ont été privés d'instruction ou ont été relégués à l'asile, comme en témoignent des sources provenant des Archives de la Commission scolaire de Montréal et des Archives des Sœurs Grises explorées dans cette étude. La diversité des lieux, la multiplicité des professionnels qui interviennent auprès de ces enfants permettent de faire ressortir la porosité des frontières entre la maladie et l'infirmité. Des experts tracent la ligne entre les élèves qu'ils considèrent éducatifs et les inéducables, mais les limites entre ces catégories fluctuent selon les décennies et selon les différents intervenants amenés à se prononcer. À travers l'étude du passé des jeunes épileptiques, cette communication propose donc une réflexion sur l'historicité des catégories de l'enfance en difficulté. Infirmité, enfance exceptionnelle, inadaptés : ces concepts sont des construits sociaux qui englobent des réalités changeantes, comme nous tenterons de le mettre en évidence dans notre propos. La présentation s'attardera enfin aux discours parfois contradictoires qui façonnent l'image des jeunes épileptiques, tant comme des victimes à protéger que de dangereux déviants à contrôler.

### *Des frontières culturelles en santé mentale? Retour sur les études pionnières de HMB Murphy, entre psychiatrie transculturelle, démographie et épidémiologie*

**Emmanuel Delisle**, Centre Marc Bloch

« *The French-Canadian community is considerably different in culture, for it belongs to the old "heart-land" of French-Canada where the traditional culture has resisted Americanization and what might be called the frontier mentality* ». Ainsi s'exprimait le

psychiatre et épidémiologiste Brian Murphy (HBM Murphy, 1915-1987) dans un texte rédigé dans les années soixante à l'occasion des résultats de l'une de ses premières enquêtes sur la distribution des troubles mentaux dans les différentes communautés culturelles et linguistiques du Canada. À partir de documents d'archives et de la littérature imprimée d'après-guerre, cette présentation interroge les techniques (questionnaires, données démographiques, etc.) utilisées dans les débuts de l'épidémiologie psychiatrique au Canada. Mais plutôt que d'écrire l'histoire héroïque d'une nouvelle discipline scientifique, je mettrai l'accent sur l'interdisciplinarité qui est à la base des premières enquêtes, la collaboration entre chercheurs francophones et anglophones ainsi que sur les questions socioculturelles qu'elles soulèvent. Loin de se résumer à des statistiques, l'épidémiologie psychiatrique mobilise à ses débuts différents types de savoirs pour appréhender les spécificités culturelles, les interactions biosociales ou encore la dichotomie universalisme/relativisme culturel, c'est-à-dire autant d'indices qui offrent la possibilité d'écrire une autre histoire du champ de la santé mentale que celle qui est basée sur l'étude des archives hospitalières ou sur la carrière des médecins psychiatres.

## *Par-delà les frontières : l'histoire transnationale de la fondation de l'hygiène mentale au Québec (1918-1934)*

**Alexandre Klein**, Université Laval

Le mouvement d'hygiène mentale, qui a vu le jour au début du XX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis, visait à offrir des alternatives à l'internement asilaire aux malades mentaux et aux personnes considérées comme « arriérées » ou « anormales », en particulier les enfants. Il entendait également contribuer au développement de la prévention en matière de santé mentale et, ainsi, à la déstigmatisation de la maladie mentale. Rapidement parvenu au Québec, il a commencé à s'y institutionnaliser, dès la fin de la Première Guerre mondiale, à l'aune d'une triple influence transfrontalière. Ce sont, tout d'abord, les initiatives du voisin américain et, en particulier, la création en 1909 du National Committee for Mental Hygiene, qui attirèrent l'attention des aliénistes québécois. Nombreux furent ainsi les médecins à s'intéresser aux réalisations de Clifford W. Beers (1876-1943), cet ex-psychiatrisé, auteur en 1908 d'une autobiographie intitulée *A Mind That Found Itself*, qui œuvrait, depuis, à transformer la prise en charge de la santé mentale aux États-Unis. Ce sont ensuite les démarches d'institutionnalisation venues de l'Ouest et, notamment, de la capitale ontarienne, qui contribuèrent à façonner le mouvement d'hygiène mentale au Québec. La fondation, en 1918, par le Dr Clarence M. Hincks (1885-1964) et Clifford W. Beers lui-même du Comité national d'hygiène mentale du Canada conduisit en effet les médecins québécois à créer, peu de temps après, une antenne provinciale afin de structurer leurs actions. Enfin, c'est de la France que furent importés les principaux modèles de pratiques, ainsi qu'en témoignent la Clinique Roy Rousseau, ouverte à Beauport en 1926 sur le modèle de la clinique Henri-Rousselle inaugurée en 1922 par Édouard Toulouse (1865-1947) à l'Hôpital Sainte-Anne de Paris, puis l'École La Jemmerais pour enfants anormaux, fondée en 1928, toujours au sein de l'Hôpital Saint-Michel-Archange, sur le modèle de la colonie psychiatrique française de Vaucluse. C'est sur cette triple influence transnationale, qui singularisa le courant québécois de l'hygiène mentale, que nous entendons revenir dans cette communication. Pour ce faire, nous suivrons les parcours croisés d'Antoine-Hector Desloges (1874-1941), médecin hygiéniste d'origine ontarienne, ayant pratiqué aux États-Unis avant de participer à la fondation du Comité d'hygiène mentale de la province de Québec, d'Antoine Brousseau (1888-1955), psychiatrique français émigré au Québec et premier responsable de la Clinique Roy-Rousseau, et de Jean-Charles Miller (1898-1952), psychiatre québécois formé à Paris auprès de Théodore Simon (1873-1961) et premier directeur médical de l'École La Jemmerais. Nous pourrions ainsi mettre en lumière la spécificité du modèle québécois de l'hygiène mentale et en évidence la richesse de son histoire transnationale.

## SÉANCE 8 - ÉCONOMIE ET VIE SOCIALE EN NOUVELLE-FRANCE

### *Les pratiques monétaires dans une économie-frontière : la monnaie de carte dans les campagnes canadiennes sous le Régime français (1685-1744)*

**Emmanuel Bernier**, CIEQ/Université Laval

Fabriquée à partir de cartes à jouer marquées du sceau et de la signature de l'intendant et du gouverneur, la monnaie de carte fut implantée au Canada par l'intendant Jacques de Meulles en 1685 afin de pallier un manque de numéraire. Elle subsista jusqu'à la fin du Régime français, hormis une interruption de 1720 à 1729. Émise en milieu urbain, cette monnaie de nécessité pose, par l'intermédiaire de sa diffusion dans la paysannerie, la question de l'intégration économique de la campagne et de la ville, que l'historien Jacques Mathieu considère comme minimale durant le Régime français (Mathieu, 1981). L'étude de milliers d'actes notariés (actes de mutation mobilière, contrats de mariage et inventaires après décès) issus de huit greffes de notaire de la Côte-du-Sud et de la Côte-de-Beaupré nous a permis de dresser un portrait détaillé de la pénétration de cet instrument de paiement dans les campagnes canadiennes. La présence de transactions en monnaie de carte tout au long de l'année dans des seigneuries aussi éloignées que La Pocatière ou La Grande Anse nous laisse penser que les surplus agricoles trouvent facilement leur chemin jusqu'à la ville par l'intermédiaire de marchands ruraux et forains qui se taillent peu à peu une place avec la maturation des campagnes.

### *Le « commerce étranger » à Montréal : construction discursive de la ville-frontière par trois intendants de la Nouvelle-France, 1720-1730*

**Gilles Roy**, Université de Montréal

Malgré la prépondérance des monopoles dans le commerce d'exportation du XVIII<sup>e</sup> siècle, le commerce des pelleteries en Nouvelle-France trouve aussi certains débouchés régionaux qui défient les frontières coloniales. Montréal, tournée vers le pays des Autochtones, en est la plaque tournante, et une partie non négligeable de la manne des pelleteries destinée à l'exportation est détournée vers la colonie de New York par les marchands montréalais pour échapper au monopole de la Compagnie des Indes. Le discours officiel produit par les officiers coloniaux à l'égard de cette « fraude » témoigne d'un effort de conceptualisation cherchant à dépeindre, ou à maquiller, les réalités de cette situation aux autorités de Versailles. Puisqu'il instruit les procès et informe le ministre de la Marine en métropole sur le cas particuliers, l'intendant de la Nouvelle-France occupe une place singulière dans le dispositif discursif visant la contrebande coloniale. Dans cette communication, nous présenterons les stratégies discursives de trois intendants qui se relaieront le dossier du « commerce étranger » à Montréal entre 1720 et 1730. Un bref examen des actions ciblées de Michel Bégon de la Picardière, du recours à la dénonciation chez Claude-Thomas Dupuy et de la mise en procès par Gilles Hocquart nous permettra de saisir la construction discursive de Montréal à titre de ville-frontière, qui attire en son sein des circulations illicites.

### *Vie et mort des seigneuries de la vallée du Saint-Laurent, 1620-1940*

**Alain Laberge**, CIEQ/Université Laval

Seigneurie sur papier, éphémère, réunie, reconcédée, augmentée, détachée, divisée, et tant d'autres états encore, (voire jusqu'à « ressuscitée » et métamorphosée comme on le verra!..., et sans compter les degrés de distinction des fiefs), autant de termes évoquant diverses situations potentielles dans la durée de vie d'un fief, une véritable frontière temporelle

mouvante dans bien des cas. L'intitulé de cette communication est inspiré d'un classique de la démographie historique québécoise publié par Hubert Charbonneau en 1975. Il suggère qu'il peut être pertinent de considérer les fiefs et seigneuries comme des entités évoluant dans le temps suivant des parcours loin d'être uniformes entre le moment de leur naissance (lire « concession ») et celui de la fin de leur existence (ne pas lire « abolition »). À partir des données du Répertoire des seigneuries du Québec, cette communication vise à rendre compte de ces sinuosités des parcours seigneuriaux depuis leur concession initiale jusqu'à, pour la plupart d'entre elles, une mort annoncée en 1854 mais reportée en 1940, comme en témoignent les travaux récents de Benoît Grenier sur les persistances seigneuriales entre ces dates. Ce faisant, la communication va permettre d'identifier et d'analyser un vaste éventail de contextes et de circonstances de natures diverses favorisant ou non la poursuite du parcours et ses éventuelles modifications et bifurcations. Bien que s'étendant à toute la période seigneuriale, l'essentiel de cet examen va porter sur l'après 1663 au moment où l'État entre en action plus directement sur la scène coloniale canadienne. D'ailleurs, à ce sujet, nous entendons relancer une réflexion sur le rôle de l'État en matière seigneuriale. Loin de souscrire à une supposée systématisation du régime seigneurial prônée et mise en œuvre par l'État, nous mettons plutôt de l'avant que son impact fut très variable et d'une cohérence très inégale dans la modulation des existences seigneuriales et ce, à toutes les époques.

## **SÉANCE 9 - LE CORRIDOR CRÉOLE, 1790-1850 : HISTOIRES TRANSFRONTALIÈRES ET HISTOIRES TRANSATLANTIQUES**

### *Le statut du français dans la communauté transfrontalière du Détroit du lac Érié au XIX<sup>e</sup> siècle*

**Guillaume Teasdale**, University of Windsor

Les origines de la présence française au Détroit du lac Érié remontent à l'année 1701, lorsque le Français Antoine Laumet de Lamothe Cadillac fonda le fort Pontchartrain, plus tard renommé fort Détroit. Entre 1734 et 1760, alors que le roi de France revendiquait le Détroit du lac Érié comme « seigneurie directe » et qu'il y concéda des dizaines de « censives du roi », l'arrivée de nombreuses familles canadiennes-françaises transforma le paysage des environs. Au cours des décennies suivantes, la présence canadienne-française au Détroit du lac Érié continua de s'accroître, en dépit de la conquête britannique, de la création du Haut-Canada en 1791, puis de la prise de possession du Michigan par les États-Unis en 1796. Au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, ne pouvant faire fi de l'existence de cette population unilingue francophone, les autorités états-uniennes et britanniques, de part et d'autre de la frontière au Détroit du lac Érié, choisirent de l'accommoder et cela, de plusieurs façons : affectation de personnel bilingue, collaboration avec l'Église catholique du Canada et celle des États-Unis pour l'envoi de missionnaires francophones, traduction des lois en français, etc. Cette communication se penche sur les différentes interprétations, par les autorités états-uniennes et britanniques, du statut du français au Détroit du lac Érié au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle.

### *Conflits de souveraineté : missionnaires français, indiens et État fédéral états-unien dans le sud-ouest des Grands Lacs après 1812*

**Gabrielle Guillerm**, Northwestern University

Cette communication s'intéresse aux missions menées par les missionnaires français auprès des Indiens du sud-ouest des Grands Lacs au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'issue de la Guerre de 1812 résout le contentieux frontalier entre le Canada

britannique et les États-Unis, mais ce territoire, la partie sud de l'ancien Pays d'en Haut, demeure l'objet d'intenses négociations et conflits de souveraineté entre les envahisseurs euro-américains et l'État fédéral états-unien, d'une part, et les nations indiennes souveraines, d'autre part. Se voulant les héritiers des Jésuites de Nouvelle-France, les prêtres français ayant fui la Révolution française ou venus après 1815 en quête d'âmes à convertir rêvent de faire renaître les missions indiennes. Ils se tournent ainsi vers le gouvernement fédéral états-unien pour bénéficier du Fonds de Civilisation et vers les Français.e.s établi.e.s de longue date en Amérique du Nord, toujours d'indispensables guides et interprètes auprès des Indiens. Cette communication s'attache à démêler le rôle ambigu des missionnaires français, entre agents à la solde du gouvernement états-unien et défenseurs de la souveraineté indienne, ainsi qu'à analyser comment différents groupes indiens envisagent la relation entre missionnaires catholiques français et souveraineté.

## *La Haute-Louisiane états-unienne des migrants français, 1803-1821 : frontière, borderland, monde atlantique*

**Soazig Villerbu**, Université de Limoges

La Haute-Louisiane fut le Pays des Illinois des Français et des Espagnols au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle devint un ensemble d'États admis dans la République américaine à partir de 1821. C'est entre 1803 (l'année de son intégration aux États-Unis par l'acquisition de la Louisiane) et la création du Missouri en 1821 que la région sera observée ici comme carrefour géographique et conceptuel. *Borderland*, cette région de confluence l'est pleinement, au croisement de tous les flux qui animent le continent ; frontière, elle l'est en ce sens qu'elle représente bien pour les États-Uniens un front pionnier de peuplement, un espace de conquête et de colonisation ; mais elle fait aussi partie du monde atlantique, tant par son peuplement que par les deux vallées de l'Ohio et du Mississippi qui la raccordent au vaste monde. Ce sont trois migrants français qui permettront de scruter ces dynamiques entrecroisées et de rencontrer Amérindiens de toutes nations, Créoles, Anglo-Américains, Allemands, Suisses et autres. Le marchand Michel Amoureux a fui les Vendéens pour s'installer aux États-Unis, puis dans la Louisiane espagnole rapidement devenue états-unienne. À New Madrid puis Sainte-Geneviève il anime des réseaux commerciaux locaux et atlantiques. Joseph Garnier, réfugié de Saint-Domingue sur la côte est, accourt à Saint-Louis quand il apprend l'annexion de la région par les États-Unis : une terre d'opportunités s'ouvre à lui dans sa nouvelle nation – mais il ne cessera d'y rencontrer des Français. Jules de Mun, pour sa part, dont la famille était aussi liée aux Antilles, choisit de s'allier avec les Chouteau pour tenter d'ouvrir aux chasseurs et marchands du Missouri le nord de la Nouvelle-Espagne.

## *La peur de l'Autre : frontière, pouvoir et division dans la vallée de l'Ohio au XVIII<sup>e</sup> siècle*

**William Chassé**, UQAR

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Basse-Louisiane est marquée par la guerre menée par les Français et leurs alliés amérindiens contre les Natchez et Chicachas. Au milieu de ce conflit, un chef émerge parmi la nation des Chactas, alliée des Français : Le Soulier Rouge. Ce chef construit son prestige en mettant en garde sa nation contre les dangers d'extinction qui pèsent sur elle et en faisant la promotion d'une opposition aux envahisseurs européens pour éviter cette finalité. Le Soulier Rouge meurt en 1747 dans des circonstances nébuleuses. Néanmoins, son discours ne tarde pas à être repris par d'autres leaders de la vallée de l'Ohio, dont le chef miami La Demoiselle, qui parvient ainsi à se rallier de nombreux partisans et à gagner en influence. Comment ce discours du Soulier Rouge a-t-il ressurgi et trouvé appui dans la vallée de l'Ohio trois ans plus tard ? Quel impact ce discours a-t-il eu sur les mouvements autochtones anti-européens qui ont émergé dans les années suivantes ? La communication vise à étudier le contexte dans lequel s'enracine le discours du Soulier Rouge, basé sur la peur

de l'Autre, et à comprendre comment il a pu constituer pour ce dernier un moyen d'acquérir du pouvoir parmi les Chactas dans les années 1740. Ensuite, il s'agira de montrer comment ce discours a été repris, dans un autre contexte, par des chefs comme La Demoiselle ou le Demi-Roi iroquois Tanaghrisson, et a ainsi contribué à alimenter les différents mouvements de « rébellion » du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, menant peut-être même ultimement à la rébellion de Pontiac dans les années 1760.

## **SÉANCE 10 - LES CATÉGORIES D'ÂGE FÉMININES AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE : DES FRONTIÈRES ÉLASTIQUES, INVISIBLES ET NÉGOCIÉES**

*Genre, migration et vieillesse en Amérique du Nord. Quel fut l'impact de la frontière canado-américaine dans le destin des Canadiennes françaises âgées au début du XX<sup>e</sup> siècle?*

**Marie-Eve Harton**, Université de Saint-Boniface et Université Concordia

**Danielle Gaudreau**, Université Concordia

Un important mouvement d'émigration a touché le Québec entre 1850 et 1930 alors qu'on estime à 900 000 le nombre de personnes qui se sont installées aux États-Unis durant cette période. Bien qu'il existe une riche historiographie concernant cet important phénomène, plusieurs facettes de ce mouvement demeurent mal connues, dont notamment le vieillissement des populations migrantes. Notre objectif est d'étudier l'intégration des femmes canadiennes-françaises âgées à la société américaine du début du siècle dernier. En comparant celles qui se sont installées en Nouvelle-Angleterre (Complete Count, IPUMS) à celles qui sont demeurées au Québec (Échantillon 5%, IRCS), notre but est de mettre en évidence les conditions d'existence et de vieillesse dans la société d'origine et dans le pays d'accueil. Quelles similarités et quelles différences émergent de ces portraits, qu'il s'agisse de caractéristiques individuelles comme le statut matrimonial, la langue, l'habitat et l'occupation déclarée, ou encore d'indicateurs comme leur positionnement dans le ménage et la présence d'apparentés dans les environs immédiats du ménage? Nous croyons qu'une telle analyse est susceptible de nous éclairer sur certaines retombées de l'émigration, notamment en ce qui concerne le degré d'autonomie des femmes ou le maintien de leur identité culturelle dans la société d'accueil.

*Information confidentielle ou donnée publique? L'âge, objet de tensions entre les citoyennes et les recenseurs canadiens, 1901-1911*

**Aline Charles**, Université Laval

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les recensements accordent à l'échelle de tout l'Occident une attention inégalée à l'âge des citoyennes et des citoyens des différentes nations. Le Canada n'échappe pas à ce mouvement de fond, au fil d'instructions toujours plus fermes aux recenseurs et de questions toujours plus précises sur l'âge, puis sur la date exacte de naissance. Or, de nombreuses citoyennes résistent à satisfaire aux exigences de l'État sur ce point. Les articles publiés dans les journaux québécois et canadiens lors des recensements de 1901 et 1911 rapportent régulièrement le cas de recenseurs confrontés à des femmes obstinément imprécises, ayant oublié leur année de naissance, refusant catégoriquement de déclarer leur âge ou celui de leurs filles. Pour elles, il s'agit d'une information intime et confidentielle, que ni l'État ni ses agents n'ont à connaître ou à rendre publique. Elles tentent sans doute également de perpétuer le flou qui entoure encore les frontières

de certaines catégories féminines d'âge : la Sainte-Catherine, le « retour d'âge », l'entrée dans le groupe des « vieilles filles » ou des « vieilles ». Cette étape de la structuration sociale par l'âge menée par l'État soulève ainsi des enjeux de genre inattendus.

### *Les personnes sous curatelle depuis 1945 : l'invisibilisation du genre*

**Anne Perriard**, Université Laval

Incapables, idiots, déficients ou inaptes : les appellations désignant les individus sous curatelle au Québec sont multiples et mouvantes dans le temps. La diversité des catégorisations rend visibles des changements de cadrage et d'interprétation concernant la curatelle et ses publics. Cette communication propose une analyse des textes législatifs, des débats parlementaires de l'Assemblée nationale, de ses commissions et des rapports de ministères depuis l'instauration de la Curatelle publique québécoise en 1945. Elle vise dans un premier temps à comprendre les processus qui ont mené à ces changements d'appellations. Elle met en œuvre une perspective intersectionnelle attentive aux imbrications des systèmes d'inégalités fondés sur le genre, l'âge, la classe et l'ethnicité. Dans un deuxième temps, elle cherche à saisir la pluralité des marqueurs sociaux de l'adultéité dans une perspective diachronique. Dans le système des âges, l'adultéité représente la norme à partir de laquelle les autres âges sont évalués. Les personnes sous curatelle sont ainsi des adultes à qui l'on retranche des droits normalement attribués aux individus de cette catégorie d'âge. En intervenant sur des groupes à la frontière de l'âge adulte, les lois participent à construire l'adultéité en définissant, en creux, ce que cette catégorie n'est pas.

### *La contestation des catégories d'âge et de genre : la cause de l'anti-âgisme dans le sillage du féminisme depuis les années 1970*

**Juliette Rennes**, EHESS

Depuis les années 1970, des publications et des collectifs féministes se sont intéressés aux discriminations auxquelles se confrontent les femmes en vieillissant et plus largement au discrédit associé à la vieillesse dans nos sociétés. Cette intervention propose de revenir sur l'émergence, le développement et l'actualité de ces réflexions et de ces luttes en France et aux États-Unis en explorant les relations empiriques et théoriques entre l'anti-âgisme et le féminisme.

13h30-15h00

## **SÉANCE 11 - FAMILLES ET TRAVAIL AU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE DANS LE GOUVERNEMENT DE QUÉBEC**

### *Les meuniers du gouvernement de Québec : un monopole familial sur l'artisanat rural dans une société rurale préindustrielle*

**Ophélie Têtu**, Université de Sherbrooke

La constante évolution démographique de la population canadienne au XVIII<sup>e</sup> siècle s'accompagne d'une nécessité pour les seigneurs de construire des moulins à farine et de recruter des artisans qualifiés afin de les opérer. Généralement issus de la paysannerie et évoluant dans les campagnes, ces meuniers, prenant souvent à bail des moulins dans des fiefs lointains,

sont confrontés aux réalités de la migration professionnelle. Cette situation influence directement la mise en place des stratégies familiales de ces artisans. En effet, en plus des objectifs de reproduction à l'identique et d'ascension sociale, les meuniers entretiennent celui de la transmission du métier à leur fils. Aussi, faut-il définir plus largement le succès de l'endogamie pour ce groupe, puisque les meuniers appartiennent à deux mondes, celui de la paysannerie et celui de l'artisanat rural. La faible présence d'artisans dans les campagnes canadiennes, particulièrement dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, limite les possibilités de s'allier à d'autres familles d'artisans, mais n'empêche pas de se hisser parmi les strates supérieures de la paysannerie. L'étude de cinquante meuniers du gouvernement de Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle révèle trois destins principaux que nous caractérisons ainsi : les familles éphémères, les familles intermédiaires et les dynasties familiales qui comptent près de la moitié des meuniers actifs durant la période.

### *Le travail des femmes dans le recensement de Québec de 1744 : des compétences aux origines familiales?*

**Marie-France Prévost**, Université de Sherbrooke

Le recensement de la ville de Québec, réalisé en 1744, est une source fascinante qui révèle plusieurs informations sur la population de la petite capitale coloniale, dont la présence des femmes dans les différentes sphères professionnelles de la ville. Effectivement, vingt-trois femmes ont déclaré une profession lors de ce recensement, assurément la face visible d'un travail féminin beaucoup plus fréquent. Principalement veuves, mais aussi parfois célibataires, ces femmes déclarent une diversité de professions dont celles de cabaretière, négociante, sage-femme et tonnelière, pour n'en nommer que quelques-unes. Nous nous questionnerons ici sur la provenance de ces professions. Pouvons-nous parler d'une forme de transmission familiale dans laquelle les parents lèguent leur profession à leur enfant? Est-ce plutôt une transmission du métier entre époux à une époque où le travail et la famille sont étroitement liés? Il n'est pas rare que les femmes poursuivent la profession de leur mari lorsque celui-ci décède en raison de leur collaboration lors de son vivant. Est-ce le cas pour les veuves de cette étude? Cette communication s'intéressera de plus près au travail des femmes à Québec à l'époque préindustrielle et, surtout, à la source possible de ces professions.

### *Soldats allemands / habitants canadiens : agriculteurs de père en fils dans le monde rural canadien à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle?*

**Audrey Desrochers**, Université de Sherbrooke

À la fin de la Révolution américaine, des soldats allemands, communément appelés « mercenaires allemands », autrefois à la solde de la Grande-Bretagne, s'établissent dans la Province de Québec. Ils sont entre 1200 et 1400 à s'y installer. Il s'agit d'un apport significatif à la population canadienne qui compte à cette époque environ 110 000 habitants. Nous avons choisi d'étudier un groupe de ces soldats des troupes auxiliaires allemandes s'étant établis à Saint-Gilles dans la seigneurie de Beaurivage. Dans le cadre de notre communication, nous apporterons une nouvelle compréhension à leur enracinement dans une perspective d'histoire rurale axée sur la famille. Pour ce faire, nous brosserons d'abord le portrait du groupe de vétérans à l'étude et du fief de Beaurivage. Puis, nous observerons l'enracinement de ces militaires et de leurs descendant.e.s : prennent-ils racine sur ces terres pour plus d'une génération? Deviennent-ils tous agriculteurs? Transmettent-ils ce métier à leurs enfants? Parviennent-ils à transmettre le patrimoine qu'ils auront constitué à leurs fils et à leurs filles? Voilà quelques questions auxquelles nous tenterons de répondre.

*Conflits territoriaux, gestion seigneuriale et notabilité marchande.*  
*Les frontières poreuses de la pluriactivité économique de Jonathan Würtele*  
**Nicolas Lelièvre, UQTR**

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Jonathan Würtele est le seigneur de Rivière-David, dans le Centre-du-Québec. Il est issu de la bourgeoisie marchande. Ses activités témoignent des stratégies appliquées pour maximiser ses capitaux. Durant la période, le monde seigneurial connaît diverses transformations, notamment la clarification de ses frontières. Les conflits interseigneuriaux liés au territoire sont peu étudiés. Ils concernent majoritairement l'époque antérieure à la Conquête. Selon Benoît Grenier, là où les fiefs sont limitrophes, les frontières peuvent devenir créatrices de conflits entre les seigneurs. À cela s'ajoutent les tensions relatives à l'administration du territoire. Claude Baribeau examine les relations seigneuriales avec les notables et les censitaires. La pluriactivité économique du dirigeant y est toutefois sous-exploitée. Conjuguer les tiraillements que connaît le seigneur Würtele aux rôles joués par ses différentes activités permettrait d'obtenir une vision globale de sa gestion du territoire. Les conflits territoriaux interseigneuriaux apparaissent dans les papiers de cour et les rapports d'arpenteurs. Ils révèlent les tensions présentes entre trois fiefs centricois. À Rivière-David, la gestion seigneuriale des censitaires se trouve dans les actes d'obligations et les jugements. La pluriactivité économique seigneuriale transparait davantage dans les relations avec les notables du village. La correspondance avec Moïse Fortier, marchand, et Benjamin Thérien, notaire et agent du seigneur, en sont de bons exemples. Les lettres de François-Xavier Gingras, son agent résidant à Québec, permettent d'entrevoir les échanges réalisés entre les possessions foncières urbaines et rurales. Ces documents offrent un complément d'information à l'étude de l'histoire seigneuriale au Québec.

**SÉANCE 13 - LA VALLÉE LAURENTIENNE ET LES HECTARES FANTÔMES  
 DE L'INDUSTRIALISATION BRITANNIQUE**

*Développement portuaire et commerce entre la vallée du Saint-Laurent  
 et le Royaume-Uni, 1850-1876*

**Jim Clifford**, University of Saskatchewan et **Michèle Dagenais**, Université de Montréal

Le quai du Canada (Canada Dock) de Liverpool, achevé en 1859, était le centre du commerce du bois sur la rivière Mersey. Un deuxième quai du Canada, construit en 1875, était le centre du commerce du bois à Londres, où le bois était déchargé à l'eau et transformé en radeaux entreposés dans les étangs du Canada et du Québec (Canada and Quebec Ponds). Axés sur les importations de bois d'œuvre, ces ports et de nombreux autres sur la côte ouest entre Glasgow et Londres ont transformé les paysages urbains au cours du troisième trimestre du XIX<sup>e</sup> siècle. Parallèlement à ces modifications des installations portuaires britanniques, le commerce entre la colonie laurentienne et la Grande-Bretagne a nécessité l'agrandissement du canal de Lachine dans les années 1840 et, à compter de 1854, le dragage du lac Saint-Pierre et la création d'un chenal de navigation de 250 pieds de large et de 16 pieds de profondeur entre Québec et Montréal. Ces deux développements ont entraîné le déplacement du centre du commerce du bois des anses situées près de la ville de Québec vers le port de Montréal. D'autres exportations vers la Grande-Bretagne ont suivi, permettant à Montréal de devenir le principal port du Québec. Cette communication explore les développements portuaires interconnectés des deux côtés de l'Atlantique, alors que le port de Montréal a expédié de plus en plus de produits à destination de Liverpool, de Londres, de Glasgow et d'un certain nombre de ports britanniques plus petits. La communication se fonde sur une analyse multi-sites pour insister sur la centralité de l'infrastructure portuaire dans l'expansion considérable des exportations de la vallée

laurentienne et sur la manière dont elle est liée aux conséquences environnementales plus vastes résultant des échanges commerciaux entre la vallée du Saint-Laurent et le Royaume-Uni.

## *Synchronicités interconnectées et changements paysager dans les environnements forestiers et urbains de l'Empire britannique durant le long XIX<sup>e</sup> siècle*

**Stéphane Castonguay** UQTR et **Jim Clifford**, University of Saskatchewan

Cette communication traite des transformations environnementales résultant de l'intégration de la vallée du Saint-Laurent dans les réseaux commerciaux qui soutiennent l'industrialisation britannique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Une reconstitution des circuits d'échange de produits ligneux, depuis les sites d'extraction de différentes régions forestières de la vallée laurentienne à leur destination finale sur le marché britannique, nous permet d'identifier les conséquences environnementales de l'insertion de l'économie forestière coloniale dans le commerce impérial. Outre l'impact de l'extraction des ressources sur le couvert forestier, les conséquences environnementales que nous abordons comprennent également les changements survenus dans les paysages urbains britanniques, l'un des principaux marchés du bois importé étant le secteur de l'habitation pour un pays dont la population urbaine connaît une croissance prononcée. À la suite d'Hazareesingh (2009), nous appelons ces « transformations simultanées de paysages ruraux et urbains au Canada et en Grande-Bretagne » des « synchronicités interconnectées ». L'étude des « synchronicités interconnectées » entre l'urbanisation en Grande-Bretagne et l'exploitation forestière en Amérique du Nord britannique montre comment les frontières qui unissent une métropole et son arrière-pays sont constamment redessinées, parfois même partiellement dissoutes. En conséquence, nous suggérons comment la notion d'hectares fantômes utilisée pour décrire l'empreinte écologique de la consommation de ressources de l'étranger peut s'adapter à l'étude des transformations du paysage à travers l'empire, à l'intérieur et à l'extérieur de la métropole, afin d'enrichir notre compréhension des impacts environnementaux du commerce impérial.

## *Les Hectares fantômes de l'empire britannique au Québec : La « Dominions Royal Commission » de 1912-1917*

**Colin Coates**, York University

Deux ans avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le gouvernement du Royaume-Uni établit une commission pour proposer des moyens de mieux intégrer les économies de la métropole et des dominions outre-mer, la « Dominions Royal Commission ». Entre 1912 et 1916, les membres de la commission, des hommes d'affaires et des politiciens représentant la Grande-Bretagne et les dominions, voyagent au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud. Ils ont pour mandat d'étudier les économies locales et de faire le bilan des points forts et des points faibles des échanges entre les dominions eux-mêmes et entre ceux-ci et le Royaume-Uni, ainsi que d'évaluer la possibilité de renforcer leurs liens économiques. Dans le cadre de leur enquête, ils recueillent le témoignage des représentants de plusieurs entreprises du Québec et de ministères provinciaux lors d'un séjour dans la province à l'automne 1916. Cette communication met l'accent sur les discussions contenues dans les témoignages livrés à la commission et publiés dans son rapport final sur l'économie de la province, en se servant du concept d'« hectares fantômes » pour saisir les relations entre la vallée du Saint-Laurent et la métropole britannique. Dans leur rapport final, les commissaires notent, bien sûr, le commerce du bois depuis le Québec, mais aussi l'apport de ressources particulières comme le nickel, l'amiante et d'autres minéraux, ainsi que des articles de consommation comme le porc, le tabac, les pommes et les homards. Lors de séances

tenues à Montréal et à Québec, ils s'interrogent spécifiquement sur les façons de mieux intégrer les systèmes de transport et de communication. Bref, leur rapport propose un portrait de l'économie d'exportation québécoise vers le Royaume-Uni – un des marchés extérieurs les plus importants du Canada – à l'aube de la Grande Guerre. Le rapport, soumis en 1917, en pleine période de guerre, n'aura que peu d'effet, mais il dresse néanmoins un portrait des liens économiques entre le Québec et le Royaume-Uni et propose certaines mesures pour les faire progresser.

## **SÉANCE 14 - RÉVOLUTIONS À TRAVERS LES FRONTIÈRES. HISTOIRE CROISÉE DE LA RÉBELLION DE 1837-1838 ET DE L'AMÉRIQUE JACKSONIENNE**

*Qu'est-ce que l'histoire transnationale? Apports méthodologiques de l'histoire connectée*

**Julien Mauduit**, Institut Wilson d'histoire canadienne, Université McMaster

À l'occasion de la sortie du livre *Revolutions across Borders. Jacksonian Democracy and the Canadian Rebellion* (Dagenais et Mauduit, 2019), nous réunissons certains des contributeurs pour revisiter deux phénomènes historiques bien connus au nord et au sud de la frontière américano-canadienne : la / les Rébellion(s) de 1837-1838 et la « démocratie jacksonienne » des années 1820-1840. Alors que les historiographies demeurent largement centrées sur leur cadre national respectif, l'histoire croisée de ces deux phénomènes historiques révèle l'importance réciproque qu'ils ont eue l'un pour l'autre. Le panel ouvrira sur des considérations méthodologiques à propos de l'histoire transnationale appliquée à la Rébellion (Mauduit), avant de se pencher sur trois thèmes qui démontrent l'intérêt de franchir certaines frontières administratives et culturelles. Le regard sera ainsi porté sur les réalités géopolitiques et commerciales, et sur le rapprochement entre les États-Unis et l'Empire britannique, car ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi les autorités américaines ont également combattu les patriotes canadiens (Opal). Au niveau culturel et intellectuel, nous observons que le combat des patriotes a eu un impact décisif sur John L. O'Sullivan, l'auteur de la doctrine impérialiste des États-Unis connue sous le nom de « Manifest Destiny » (Harvey). Enfin, il est même possible de voir à quel point l'esclavage – aboli dans l'Empire britannique en 1833 – a joué dans la réponse états-unienne à la crise qui s'est développée dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord, contribuant à convaincre les autorités de s'opposer fermement aux républicains canadiens (Dagenais). Les contributeurs du panel démontreront, ensemble, que les perspectives transnationales, ici pour l'histoire politique, économique et intellectuelle du XIX<sup>e</sup> siècle nord-américain, font apparaître des réalités historiques insoupçonnées par des analyses se limitant uniquement aux réalités nationales.

*« Des pèlerins devant l'autel sacré de la liberté » : les Révolutions canadiennes de 1837-1838 dans la United States Democratic Review de John L. O'Sullivan*

**Louis-Georges Harvey**, Université Bishop

Les événements révolutionnaires qui secouent les colonies canadiennes en 1837-1838 ont profondément marqué les grands récits historiques canadiens et québécois. Le cloisonnement national des traditions historiques canadienne et québécoise peut toutefois imposer des limites à notre appréciation de ce moment charnière de notre histoire, occultant ses conséquences au-delà des frontières nationales. Pour l'histoire des événements de 1837-1838, l'analyse du regard porté sur

les révolutions canadiennes par des commentateurs américains tel John L. O'Sullivan révèle une signification plus large. Confronté aux rébellions canadiennes, O'Sullivan a dû préciser sa pensée sur le sens de l'histoire révolutionnaire américaine et sur le destin démocratique des sociétés du Nouveau Monde. Ses nombreux textes sur la situation canadienne nous permettent de saisir l'évolution de son discours nationaliste qui s'inspire des grandes traditions milléniales des évangélistes américains. Ils témoignent aussi de la complexité et de la fluidité des idéologies racistes sur lesquelles se fondent ses nombreux énoncés concernant l'inévitabilité de l'hégémonie de la République américaine sur l'hémisphère. En précisant sa pensée sur ces grandes questions, les réflexions de John L. O'Sullivan sur les mouvements révolutionnaires canadiens auraient contribué de façon déterminante à l'évolution de l'idéologie nationaliste et raciste qu'il nommera « *Manifest Destiny* » au milieu des années 1840.

## *La Rébellion canadienne et le sud des États-Unis*

**Maxime Dagenais**, Institut Wilson d'histoire canadienne, Université McMaster

Bien que l'historiographie américaine ignore généralement la rébellion canadienne, elle a eu des conséquences importantes aux États-Unis. En effet, des dizaines de milliers d'Américains vivant le long de la frontière canado-américaine devinrent membres d'une société secrète visant à libérer le Canada de la « domination britannique » connue sous le nom de « Hunter's lodges », menant quasiment à une troisième guerre anglo-américaine depuis 1775. Récemment, et comme le montre notre livre *Revolutions across Borders. Jacksonian Democracy and the Canadian Rebellion* (Dagenais et Mauduit, 2019), certains historiens ont commencé à analyser de façon plus sérieuse l'impact de la rébellion sur les États-Unis. Les études disponibles se sont toutefois particulièrement concentrées sur la frontière canado-américaine. Ma présentation démontrera à quel point l'impact de la rébellion a voyagé et à quel point les Américains vivant dans le sud discutaient sérieusement de son impact potentiel sur les États-Unis. Plus important encore, il est même possible de voir à quel point l'esclavage – aboli dans l'Empire britannique en 1833 – a joué dans la réponse états-unienne à la crise qui s'est développée dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord, contribuant à convaincre les autorités de s'opposer fermement aux républicains canadiens.

## **SÉANCE 15 - AUX FRONTIÈRES DE L'HISTOIRE AUTOCHTONE I : MÉTHODOLOGIE ET MILITANTISME**

### *Frontières épistémologiques, disciplinaires ou ontologiques? Les enjeux de l'histoire autochtone*

**Leila Inksetter**, UQAM

Les débats survenus à l'automne 2018 entourant les modifications apportées aux manuels d'enseignement de l'histoire destinés aux élèves du Québec ont fait ressortir, une fois de plus, les difficultés propres à la rédaction d'une histoire des Autochtones. Cette présentation examine certaines difficultés inhérentes, liées à l'existence de frontières épistémologiques, disciplinaires et ontologiques. Elle montre que certaines de celles-ci peuvent être attribuées à une méconnaissance des possibilités et des limites de la discipline historique. Il existe également une méconnaissance réciproque des disciplines historique et anthropologique. En effet, cette dernière est longtemps demeurée la seule ayant les Autochtones comme objet central d'étude. Or, le tournant réflexif opéré depuis quelques décennies en anthropologie situe le discours contemporain des Autochtones au cœur de sa démarche. Dans certains contextes, ceci peut placer anthropologues et historiens en opposition dans le regard que chacun porte sur le passé. Enfin, il sera question de l'agentivité

autochtone dans la rédaction d'une histoire qui les concerne et ce, dans un contexte fortement politisé. Cette présentation argumente que ces difficultés sont certes présentes, mais ne sont pas insurmontables.

## « *Nous sommes une Nation* » : émergence de nouvelles structures politiques autochtones au Québec, 1943-1969

**Cassandra Roy Drainville**, UQAR

Les collectivités autochtones ne sont pas « territorialisées » de la même façon que les États qui composent le paysage nord-américain. Bien souvent, les territoires traditionnels des communautés chevauchent les frontières provinciales ou nationales et les peuples autochtones ne se sentent pas forcément appartenir à une province ou à un pays en particulier. Dans ce contexte, comment expliquer que, parmi les organisations politiques autochtones qui apparaissent à partir de la Deuxième Guerre mondiale, la majorité s'inscrit dans un cadre étatique et rassemble des communautés en fonction de leur présence commune sur le territoire canadien ou celui d'une province? Pour comprendre ce phénomène, la présentation analysera le contexte d'émergence de quatre associations autochtones : le *North American Indian Brotherhood*, le *National Indian Council*, le *National Indian Brotherhood* et l'*Association des Indiens du Québec*, en s'attardant aux raisons de leur création, à leur évolution et à la manière dont elles ont cohabité (ou non) entre elles. Nous ferons ainsi ressortir différentes thématiques associées aux relations de pouvoirs, aux conflits internes et, en trame de fond, au territoire et à la notion de frontière dans un contexte autochtone.

## Frontières légales, frontières linguistiques : l'ordre légal Illinois au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les archives françaises

**Andrew Fletcher**, Université de Sherbrooke

Le livre clef de Richard White, *The Middle Ground : Indians, Empires, and Republics in the Great Lakes Region, 1650–1815* (1991), a tenté d'écarter le concept de frontière de l'historiographie des Pays d'en Haut. Pour White, l'idée d'un terrain d'entente, ou *middle ground*, entre Européens et Autochtones était beaucoup plus pertinente. Bien que cette approche ait contribué à souligner l'agentivité des peuples autochtones, elle masque des divisions entre des sociétés profondément différentes. Cette communication analysera un cas survenu au Fort de Chartes en 1723, soit l'intervention des chefs de Kaskaskia et de Cahokia pour sauver la vie d'André Perillaud. Celui-ci avait tué un soldat nommé Morin. Ce cas a été sélectionné par White pour soutenir le concept de *middle ground*. Cette analyse sera basée sur la théorie légale du philosophe Hans Lindahl, présentée dans sa monographie *Fault Lines of Globalization : Legal Order and the Politics of A-Legality* (2013). La méthode de Lindahl repose sur l'analyse de l'espace, du temps, du contenu légal et des agents légaux. Dans chacune de ces sphères, les normes légales sont structurantes. Entre légalité et illégalité, les *boundaries*, ou limites, sont centrales pour comprendre cette structure. En conjonction avec l'approche développée par Lindahl, une étude des dictionnaires illinois-français sera utilisée pour comprendre les problèmes épistémologiques posés par les frontières linguistiques. Cette analyse permettra de passer outre la question du compromis dans les relations franco-illinoises pour mettre en valeur la complexité des interactions entre les limites spatiales, temporelles, légales et subjectives qui étaient en jeu.

## SAMEDI 19 OCTOBRE

8h30-10h00

### **SÉANCE - 17 IDENTITÉ ET REPRÉSENTATION DES FRANCOPHONES EN AMÉRIQUE DU NORD : ENTRE MARGINALISATION ET SOLIDARITÉ**

*Identité et marginalisation d'une communauté francophone au Missouri :  
le cas de la Vieille Mine (Old Mines)*

**William Thompson**, University of Memphis

L'exploitation de mines de plomb dans le Midwest américain remonte à la dernière décennie du XVII<sup>e</sup> siècle. En 1700, le jésuite Jacques Gravier décrit une « mine de plomb tres abondante » à une courte distance du fleuve Mississippi. Malgré une présence plus ou moins continue depuis cette époque, *Old Mines*, ou « La vieille mine », petite communauté de mineurs français au Missouri, attira peu l'attention des historiens de la région. Lorsque cette communauté est décrite (surtout par les écrivains de langue anglaise), c'est pour souligner le caractère paresseux et inculte des habitants. Loin des grandes villes, jamais organisés en municipalité, parlant une langue devenue de plus en plus « étrangère », de foi catholique, et exerçant un métier considéré sale et difficile, les habitants d'*Old Mines* se trouvent en tous sens marginalisés au centre d'un pays qui a fini par les oublier. Mais cette communauté persiste et garde jusqu'à nos jours une connexion avec ses origines françaises. Cette communication vise à contextualiser le débat sur une communauté qui, au sens géo-politique du moins, n'aurait jamais existé, et à élucider la persistance dans ce coin du Midwest américain d'un héritage français.

*Comment transformer un enjeu local en crise nationale : le discours nationaliste  
autour de l'affaire Montfort en Ontario (1997-2002)*

**Serge Miville**, Université Laurentienne

Le gouvernement progressiste-conservateur de Mike Harris est élu en 1995 sous un programme de « Révolution du bon sens ». Appliquant une révision néolibérale des dépenses publiques, la province a réduit la taille de l'État. Après la dévolution des dépenses auprès des villes en matière de bien-être social et les compressions en éducation, le gouvernement Harris propose, par l'entremise d'un comité d'experts, une réforme majeure dans le système de santé. En février 1997, l'équipe de l'hôpital Montfort, le seul hôpital universitaire de langue française en Ontario, apprend que l'institution doit fermer ses portes. L'hôpital Montfort, ouvert en 1953 et affilié à la faculté de médecine de l'Université d'Ottawa, devait céder ses opérations spécialisées à l'hôpital général d'Ottawa, une structure bilingue. Rapidement, une partie de l'élite franco-ontarienne s'est ralliée à la défense de l'institution en fondant SOS Montfort. Le 22 mars 1997, 10 000 Franco-Ontariens se rassemblent au Centre Civic d'Ottawa pour appuyer la cause. Au final, il faudra une équipe de juristes et un jugement de la Cour d'appel de l'Ontario en 2001 pour donner raison aux militants et maintenir l'institution. Comment et pourquoi? Qu'est-ce qui permet à une question régionale de déborder les frontières et de créer un sentiment de solidarité à l'échelle de la province et du pays? En analysant des journaux franco-ontariens à l'extérieur d'Ottawa (Sudbury, Hearst, Windsor, Toronto, Hawkesbury), nous souhaitons montrer en quoi l'utilisation par SOS Montfort d'un discours nationaliste articulé autour de la mémoire des luttes linguistiques a permis de construire une solidarité interrégionale au profit de la défense de l'hôpital, un centre que peu de francophones à l'extérieur de la région d'Ottawa utilisent.

## *Briser les frontières : la création de fêtes nationales, 1845-1930*

**Marcel Martel**, York University

Selon Michael E. Geisler, les fêtes nationales sont insignifiantes. Elles font peu, contrairement à d'autres symboles tels que le drapeau, la monnaie et les monuments, pour renforcer le sentiment d'appartenance nationale. Nous rejetons cette affirmation. La fête nationale est un élément parmi d'autres pour favoriser le développement du vivre-ensemble. Le cas canadien-français est intéressant, car les fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et la fête de Dollard ont été célébrées à l'extérieur des frontières québécoises. En fait, ces fêtes connaissent une popularité à l'extérieur des centres urbains de Montréal et de Québec. Dans le cas de la Saint-Jean-Baptiste, elle fournit l'occasion de mobiliser le Canada français dans la foulée du Règlement 17 qui limite l'usage du français comme langue d'enseignement en Ontario à compter de 1912. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, les Canadiens français, de partout au Canada, sont invités à fêter Dollard, le héros qui a protégé la « civilisation française » et par conséquent les éléments clés de l'identité canadienne-française valorisés au XX<sup>e</sup> siècle : la langue, la foi et les institutions. La figure de Dollard permet aux élites nationalistes et religieuses d'organiser des célébrations annuelles autour de ce « héros » et de créer un dialogue entre le passé, celui de l'épopée française de la Nouvelle-France, le présent qui est préoccupant pour les communautés francophones notamment celles en milieu minoritaire confrontées à des politiques répressives en matière scolaire, l'anglicisation et l'américanisation, et le futur qui est nécessairement porteur d'espérance, puisque le combat de Dollard a permis aux francophones de perdurer et de survivre. Sans contredit, Dollard capture l'imaginaire de l'élite, du moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En plus de la Saint-Jean-Baptiste, la Dollard devient une autre fête nationale du Canada français, puisqu'elle est fêtée au Québec, mais aussi dans les communautés francophones de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Dans le cadre de cette communication, nous nous intéressons aux symboles associés à ces fêtes, aux célébrations qui sont organisées et à la place réservée aux francophones, aux anglophones, aux Autochtones et aux immigrants dans les discours et les performances.

## *Politiques de la prohibition et urbanité frontalière : le cas de la région de la capitale nationale du Canada*

**Kathleen Durocher**, Université du Québec en Outaouais

La géographie fractionnée par la frontière provinciale et municipale de la région de la capitale nationale du Canada joue un rôle central dans le développement des deux villes principales de ce territoire : Ottawa et Hull. Dans le contexte de la prohibition au cours des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, cette division s'avère des plus importantes par son influence sur la prise de décision de l'administration municipale des deux cités. Celles-ci s'attaquent non seulement aux désordres liés directement à l'alcool, mais aussi à la criminalité engendrée parallèlement. Lorsque comparées aux autres centres urbains canadiens, elles font face à un défi supplémentaire puisqu'elles doivent prendre en considération leur propre situation et celle de la ville voisine. Jusqu'à présent, la question de la prohibition, particulièrement à Hull, a fait l'objet de quelques études et de nombreuses mentions. Or, les politiques municipales mises en place des deux côtés de la rive ainsi que l'enjeu frontalier en soi ne restent que très brièvement abordés par les historiens. Pour remédier à cette lacune, notre attention se portera sur les choix politiques des deux municipalités concernant la prohibition en traitant à la fois des motivations derrière les mesures implantées en plus d'observer leurs conséquences sur la population au sein de ce territoire. Il s'agira dès lors d'explorer l'impact d'une frontière certainement géographique et administrative, mais aussi socio-économique et culturelle dans la prise de décisions des municipalités face à un contexte qui les oblige à se considérer mutuellement.

## SÉANCE 18 - LA PART SOCIALE DES SOINS INFIRMIERS : HÉRITAGE, ALTÉRITÉ, AMBIGUÏTÉ

### *Questionner la part invisible des pratiques infirmières : l'utilité de la lentille historique dans la construction d'une ethnographie contemporaine*

**Geneviève McCready**, Université d'Ottawa

L'émergence de la santé communautaire est intrinsèquement liée à la création des CLSC par l'État québécois au cours des années 1970. Pourtant, des infirmières avaient déjà développé une approche sociale du soin depuis les années 1930, notamment à travers les œuvres des congrégations religieuses. Dans l'objectif de faire reconnaître ces pratiques, une recherche historique dans le *Bulletin des gardes-malades catholiques* et le *Bulletin des infirmières catholiques du Canada* (1934-1959) a été réalisée, menant à un questionnement : comment la redécouverte des pratiques sociales du soin du siècle dernier peut-elle contrecarrer l'invisibilité des pratiques actuelles des infirmières? J'exposerai comment la recherche historique a servi à la construction d'une grille d'observation pour une étude ethnographique. Cet instrument vient montrer comment plusieurs pratiques actuelles du soin demeurent dans l'ombre, tout en étant imprégnées d'un héritage du personnalisme chrétien. De plus, le regard historique a permis d'accéder au contexte politique du soin, notamment la technocratisation des services de santé, laquelle se place en opposition au paradigme de soin privilégié par les infirmières en santé communautaire. Finalement, ce bricolage méthodologique traversant les frontières disciplinaires (histoire et sciences infirmières) aura ouvert la porte sur la participation des femmes d'hier et d'aujourd'hui dans la sphère sociale et économique.

### *Dans l'œil de l'objectif : les communautés innues de la Côte-Nord et les photographies de l'infirmière Pauline Laurin (1949-1960)*

**Myriam Lévesque**, Université Laval

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'État canadien réorganise et étend les services médicaux fédéraux auprès des populations autochtones, en souhaitant qu'elles passent du statut de tutelle à la citoyenneté et qu'elles s'intègrent à l'ensemble de la population canadienne. Au même moment, le Nord canadien se positionne, dans l'imaginaire national, comme la nouvelle frontière à coloniser. Dans ce contexte de transition, qui s'étalera jusqu'aux années 1960 sur les territoires de la Minganie et de la Basse-Côte-Nord, les infirmières du Service de santé des Indiens occuperont une importante place sur le terrain en y apportant des soins, mais aussi des pratiques propres à leur culture. En nous appuyant principalement sur les photographies prises par Pauline Laurin dans la région, alors qu'elle était surintendante des infirmières pour la zone Québec, nous exposerons le rôle des infirmières fédérales auprès des populations innues en mettant l'accent sur les différentes frontières – géographiques, professionnelles et culturelles – établies et surpassées. En nous situant dans ce contexte de circulations, de rapports d'altérité et de colonialisme, il sera ainsi possible de mieux comprendre l'ambivalence des infirmières dans leur pratique de soins et d'évaluer les points de rencontre et les limites dans leurs rapports avec les populations locales.

## *Soigner au cœur de communautés pauvres : témoignages d'infirmières de colonie postées dans les régions du Québec, 1932-1972*

**Johanne Daigle**, Université Laval

Face à la récente polémique impliquant les infirmières praticiennes spécialisées (IPS) devant le Collège des médecins du Québec réticent à leur déléguer certains actes auprès de malades chroniques en dépit du large consensus populaire en leur faveur, l'histoire montre que l'État québécois utilisait les services d'infirmières pour contrer la rareté de médecins en région et la cherté de leurs services. Pendant la crise économique des années 1930, des enjeux de santé communautaire, d'assistance aux indigents et de soins d'urgence ont favorisé la multiplication de dispensaires en région occupées par des infirmières. Ce Service médical aux colons exigeait qu'elles enjambent toutes les frontières : géophysique (mobilité pour « aller aux malades » en toutes circonstances), professionnelle (exigence de poser des diagnostics et d'offrir une gamme étendue de services à toute heure), culturelles (assistance devant l'omniprésente pauvreté). Les témoignages d'infirmières rarement entendues traduisent l'immense part de soi (confiance, courage, débrouillardise, solitude...) mais aussi la part des autres dans les relations soignantes tissées au sein des communautés. Les témoignages (entrevues) auprès d'un imposant corpus d'infirmières (48) réalisés dans les années 1990 révèlent l'importance des soins dans le maintien des communautés et l'ambiguïté de leur engagement dans la société civile.

## *Se former comme infirmière : périple des stagiaires néo-brunswickoises à l'Hôpital Saint-Michel-Archange de Beauport, 1969-1972*

**Karine Aubin**, Université d'Ottawa

Le Nouveau-Brunswick vit de profonds changements dans les années 1960 et 1970 dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Recommandée par la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur, l'Université de Moncton naît en 1963. Son offre de programmes croît rapidement en raison de l'augmentation de l'intervention étatique dans la prestation de services de santé. L'élaboration du baccalauréat en sciences hospitalières (nursing), offert pour la première fois en 1965, s'appuie sur l'enquête sur la formation infirmière exigée par la commission Hall (1962) au Canada et sur les recommandations des associations des infirmières du Canada et du Nouveau-Brunswick. Avec un curriculum combinant théorie et pratique, la direction du programme est rapidement confrontée à la difficulté de placer ses stagiaires en milieu psychiatrique dans la province. À ce moment, il n'existe aucun hôpital psychiatrique francophone dans la province pour accueillir les premières cohortes de stagiaires. L'hôpital psychiatrique francophone le plus près est l'Hôpital Saint-Michel-Archange de Beauport où se réalisera le premier stage des étudiantes en sciences hospitalières en 1969. À partir de sources orales et écrites, cette communication relate l'expérience du nursing psychiatrique dans cet hôpital par quatre stagiaires en sciences infirmières provenant de l'Université de Moncton entre 1969 et 1972. Représentant une occasion unique de mieux comprendre la formation infirmière dispensée dans les années 1960 et 1970 ainsi que des contraintes associées au déploiement exigeant des stagiaires à l'extérieur de la province, cette étude permet aussi d'explorer les perceptions de la psychiatrie par les étudiantes au même moment.

## SÉANCE 19 - REPOUSSER, RENÉGOCIER ET CONTESTER LES FRONTIÈRES DU JOURNALISME AU QUÉBEC (1880-1980)

### *Lire la ville à travers ses journaux : le cas de Louis Dupire, « le plus métropolitain des métropolitains » (1922-1942)*

**Harold Bérubé**, Université de Sherbrooke

À bien des égards, les grandes métropoles se rapprochent des « communautés imaginées » décrites par Benedict Anderson : aucun citadin ne peut connaître de manière approfondie l'ensemble des quartiers et des communautés qui les composent. Dans le cadre de cette communication, je m'intéresserai à un des principaux vecteurs à travers lesquels un citadin peut, néanmoins, « lire » sa ville et se l'imaginer dans sa globalité entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le milieu du suivant : les journaux à grand tirage. Plus spécifiquement, je m'intéresserai au cas du journaliste du *Devoir* Louis Dupire. Né en France en 1887 et éduqué aux États-Unis, Dupire joint l'équipe du quotidien d'Henri Bourassa en 1912. Entre 1922 et sa mort soudaine en 1942, il est éditorialiste et élargit les horizons du *Devoir* en se consacrant presque entièrement aux affaires municipales. À travers l'étude des centaines d'éditoriaux qu'il consacre à divers problèmes sociaux, économiques et politiques montréalais, j'espère montrer comment, à travers un journaliste en particulier, un quotidien s'approprie la question urbaine durant l'entre-deux-guerres.

### *La ville et le campus : le journalisme et l'émeute des Tramways de Montréal (1955)*

**Daniel Poitras**, IHAF

L'émeute des Tramways de Montréal (1955), qui a paralysé la ville pendant trois jours et mené à l'arrestation d'une centaine de jeunes, a été abondamment commentée dans les journaux, qui ont par là témoigné de leurs conceptions de la délinquance, de la ville et de la hiérarchie sociale. Je propose de comparer le traitement de l'émeute dans cinq grands quotidiens montréalais (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Petit Journal*, *The Gazette*, *The Star*) et dans deux journaux étudiants (*Le Quartier latin* et *le McGill Daily*). Alors que les grands quotidiens, anglophones et francophones, s'entendaient pour condamner les étudiants pour leur immoralité, leur irresponsabilité ou leur goût du désordre, les journaux étudiants ont plutôt utilisé l'émeute pour enclencher une série de réflexions sur les frontières symboliques et matérielles des campus, sur l'importance d'en sortir pour les étudiants et sur leur rôle dans la vie municipale. Au-delà des enjeux de la moralité ou de l'ordre, c'est celui de l'émergence (future) de la collectivité étudiante qui a été soulevée grâce à l'interprétation journalistique d'une expérience urbaine inédite.

### *Fixer les limites du « féminin » dans les quotidiens québécois : des frontières (im)perméables, apprivoisées et contestées (1960-1980)*

**Marilou Tanguay**, UQAM

Au Québec, la construction d'une parole médiatique résulte d'un processus genré puisque dès le début des médias de masse au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, elle se constitue avec pour toile de fond un imaginaire social basé sur les différences perçues entre les sexes. Dès lors, la présence du « féminin » et des femmes journalistes a été encadrée par une multitude de

stratégies de contrôle. Les pages féminines en sont un exemple éloquent. Cette communication propose d'analyser les frontières entre le « féminin » et le « masculin » – universel – dans des quotidiens montréalais (*Le Devoir*, *La Presse* et le *Montreal Star*) entre 1960 et 1980 dans le but de cerner les dynamiques de pouvoir sexuées qui les traversent. Comment ces frontières, formelles et informelles, sont imposées, traversées, négociées et remises en question par les femmes journalistes? À propos de quels sujets les femmes (ne) peuvent-elles (pas) écrire? Problématiser « le journal » d'une telle manière invite aussi à réfléchir aux dynamiques genrées de production des quotidiens. Ainsi, par un dépouillement systématique des journaux sélectionnés selon la méthode de l'année construite (Riffe, Daniel et al., 1996), cette communication mettra en lumière les impacts qu'eurent ces frontières genrées tant sur les quotidiens généralistes que sur le journalisme.

## **SÉANCE 20 - REPOUSSER LES FRONTIÈRES DES EMPIRES COLONIAUX : DU TERRITOIRE À L'INDIVIDU.E MIGRANT.E DU XVII<sup>E</sup> AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE**

*Déterminer les frontières des territoires français dans l'espace antillais XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles*

**Éric Schnakenbourg**, Université de Nantes

Au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, les positions des grandes puissances européennes commencent à se cristalliser au sein de l'espace antillais. Chacun des grands empires, français, espagnol ou anglais cherche à faire reconnaître ses possessions. Si, dans bien des cas, un *modus vivendi* permet de régler les contentieux et d'accorder les revendications contradictoires, il reste que certaines régions vivent sous un régime incertain. L'objet de cette communication portera sur des espaces en dispute dont la géographie dessine les frontières de la France caraïbe, en considérant les choses à deux échelles. La première sera celle des Petites Antilles avec, en particulier, la question de Sainte-Lucie ; la seconde, plus locale, portera sur la frontière franco-espagnole de Saint-Domingue. Au-delà de la question de l'établissement d'une souveraineté sur un territoire particulier, j'aimerais conduire une réflexion sur la présence ou l'absence de frontière, en droit comme en fait, à travers le prisme de la fluidité des circulations et des échanges.

*Les multiples frontières des Blancs créoles de la Martinique :  
entre franchissement, transgression et renforcement*

**Adélaïde Marine-Gougeon**, CIRESC/AFDEC/Université Sorbonne et Centre d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle

La notion de frontière pour les Blancs créoles de la Martinique se charge de multiples dimensions et significations. Cette acception peut être d'abord géographique, et envisager les mobilités, les migrations et les circulations des Blancs créoles de la Martinique au sein de l'espace américain et caraïbe, que ce soit à l'intérieur du cadre impérial français ou au-delà. Elles rendent tangibles l'existence d'un espace impérial français aux Caraïbes et aux Amériques, dans lequel se tissent des relations commerciales et des alliances matrimoniales. La notion de frontière peut s'entendre également au sens d'une transgression des frontières de la souveraineté et du cadre législatif, comme le donnent à voir la question de la contrebande ou les nombreuses affaires de traite clandestine lors du premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, on peut considérer la frontière dans sa dimension socio-raciale, dans la mesure où les Blancs créoles de la Martinique sont les principaux prescripteurs de normes socio-économiques du fait de leur position dominante dans l'île. Ils jouent un rôle clé dans l'édification et le durcissement des frontières socio-raciales, en particulier après l'abolition de l'esclavage, lorsque les rapports sociaux se reconfigurent non plus autour d'un statut juridique, mais autour de frontières socio-raciales de plus en plus rigides. Les

Blancs créoles sont un groupe social aussi restreint que complexe qui donne à voir les multiples dimensions de la notion de frontière dans les Amériques françaises.

## *Quelles frontières pour les migrantes antillaises (Guadeloupe, Martinique)? La question des circulations migratoires au prisme de l'empire colonial français de 1914 à 1946*

**Mylène Mauricrace**, CIRESC/AFDEC/Mondes Américains (EHESS)

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la migration des femmes antillaises (Martinique, Guadeloupe) vers la métropole se caractérise soit par des allers-retours soit, par des installations durables. Dans cette perspective de circulations entre deux espaces, le rapport entre la métropole française et ses colonies se trouve bouleversé. Une première « frontière » semble ainsi se dessiner lorsque l'on étudie et observe les mouvements des femmes antillaises. De ce fait, les questions relatives à la citoyenneté, à la perception (comment sont-elles nommées et perçues dans le cadre de leurs circulations?), aux conditions sociale et raciale se détachent et sont à problématiser en lien étroit avec le rapport colonial et impérial jusqu'en 1946. Ces questionnements, liés au constat et réflexions actuelles de mes recherches, tendent en effet à observer une différenciation. Ainsi, il s'agira dans cette communication d'analyser la notion de frontière(s) sous le point de vue des circulations afin d'en saisir ou non une certaine matérialisation.

## **SÉANCE 21 - FAMILLES ET JUSTICE AU BAS-CANADA AU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE**

### *« Je ne me suis pas mis une seule fois à la table sans inviter mon père et ma mère à prendre place avec moi » : disputes domestiques et pooling des ressources dans le district de Trois-Rivières, 1840-1920*

**Thierry Nootens**, CIEQ/UQTR

Bon nombre de conflits intrafamiliaux portés à l'attention de la Cour supérieure, entre 1840 et 1920, permettent de documenter les pratiques, les attentes et les tensions relatives à la mise en commun de ressources familiales de tous ordres : patrimoine foncier, salaires, logis, biens meubles, etc. Cela au sein de populations éprouvées à des degrés divers par les bouleversements de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, dont la marchandisation et la monétarisation accélérées de la vie sociale, au premier chef. Nous nous en tiendrons à trois types de conflits qui amènent des familles à franchir le seuil, la frontière du monde judiciaire. Ce sont : la prise en compte malaisée de la vieillesse et du déclin de la force de travail par des descendants eux-mêmes soumis à des stress économiques; l'apurement difficile de comptes suscités par l'intrication parfois abracadabrante des transactions internes dans les parentèles; les disputes successorales en tant que telles. Ces affaires autorisent un approfondissement de la question de la juridicisation des rapports familiaux, c'est-à-dire de la nature et de l'intensité du rapport au droit dans les ménages et les lignées, tout en mettant en lumière les effets de la judiciarisation de conflits vécus au départ dans l'intimité toute relative des habitations des paroisses et des bourgades. À ce titre, la tenue d'un procès engendre souvent une métamorphose de pratiques courantes, « naturelles » en obligations chiffrées et normées qui font violence à la profusion stochastique des rapports privés et aux interactions très denses qui tissent la vie des familles.

## *Gérer le patrimoine des enfants mineurs au Bas-Canada : le rôle de la justice dans la (re)définition des identités sociales et culturelles*

**Jean-Philippe Garneau, UQAM**

Après 1815, le Bas-Canada se transforme rapidement, l'arrivée d'immigrants en plus grand nombre, par vagues, jouant pour beaucoup dans l'instauration d'une nouvelle dynamique sociale plurielle, plus complexe. Ma communication se propose d'explorer cette réalité mouvante qui, on l'oublie trop souvent, commande un intense travail de reconstruction des identités de toute sorte. Les pratiques successorales et la régulation judiciaire qui l'accompagne constituent l'un des points d'entrée particulièrement intéressants à emprunter à cet égard. La mort d'un parent provoque un réaménagement plus ou moins important du pouvoir domestique, du destin des enfants, notamment par ses effets juridiques sur la propriété familiale. L'étude des dossiers de tutelle et de curatelle des années 1820 et 1830 permet de se faire une idée de l'expérience très diverses que connaissaient les familles du district de Montréal. Elle fait apparaître un éventail de situations variant selon l'ancrage spatial, le statut socioéconomique, le genre, l'appartenance culturelle et l'âge des uns et des autres. Dans un contexte de pluralisme juridique (pratiques successorales anglaise et française), les hommes de loi, confrontés à cette diversité, devaient distribuer le rôle et la part revenant à chacun. Au fil des innombrables dossiers visant la gestion du patrimoine des enfants mineurs, on sent bien que les gens de justice classent, catégorisent, mais définissent ou réaffirment également la frontière poreuse des identités, à leur manière. Dans le maillage variable des identités de chaque individu, les notaires, les avocats, les greffiers et les juges du district de Montréal dessinaient à grande échelle la carte mouvante de la société bas-canadienne au temps des Patriotes.

## *Transgresser les frontières d'une profession juridique sans trop transgresser les frontières du droit. Les contrats de séparation à l'amiable du notaire Lelièvre de Québec entre 1795 et 1836*

**Benoît Laplante, INRS**

Contrairement au droit d'un pays catholique comme l'Autriche ou à celui de certaines parties de l'Italie d'avant l'unification, le droit d'origine française de la province du Bas-Canada, même avant le Code civil de 1866, ne permettait pas la séparation par consentement mutuel et la séparation devant notaire était réputée nulle. On trouve néanmoins 17 contrats de séparation à l'amiable dans les archives du notaire Roger Lelièvre conclus entre 1795 et 1836. Dans cette communication, on examine tout d'abord les sources juridiques de la séparation à l'amiable en droit français en distinguant le droit séculier et le droit canon qui se superposaient en cette matière dans la France gallicane de l'Ancien Régime, mais apparemment pas tout à fait de la même manière dans le Canada juridique d'après Conquête. On aborde ensuite les contrats rédigés par le notaire Lelièvre en examinant tout d'abord les formules qui marquent les rapports de genre entre les époux, les formules qui marquent les rapports de classe — notamment le traitement de l'analphabétisme — et celles qui manifestent les limites que le droit séculier et le droit canon imposaient à la pratique notariale de la séparation, et ensuite les solutions concrètes dont les époux ont convenu pour aménager leur mésentente et leur volonté de rompre la vie commune dans la marge étroite que leur laissaient les deux droits.

10h20-11h50

## **SÉANCE 22 - ENTRE CHARITÉ, MARCHÉ ET DROIT : L'ACCÈS DE LA POPULATION AUX SOINS HOSPITALIERS ET LA TRANSFORMATION DE L'HÔPITAL (1880-1930)**

*Les hôpitaux montréalais et leurs patients avant l'entrée en vigueur de la Loi sur l'assistance publique, 1880-1920*

**Yvan Rousseau**, CIEQ/UQTR

À l'approche du XX<sup>e</sup> siècle, le monde hospitalier montréalais vit une transition majeure, au cours de laquelle la vocation charitable de l'hôpital se double d'une volonté de plus en plus affirmée de la part des administrations hospitalières d'accueillir des patients « payants ». Des pressions nombreuses, variées et parfois contradictoires ont été évoquées dans l'historiographie pour expliquer cette « marchandisation » de l'offre de soins hospitaliers : celles des malades plus fortunés soucieux de bénéficier des progrès de la médecine, des médecins désireux de pratiquer dans des établissements dotés du matériel de pointe, des administrations hospitalières aux prises avec des problèmes chroniques de sous-financement et, plus largement, celle de la croissance démographique soutenue de la classe ouvrière qui entraîne une forte demande pour des soins gratuits ou à faible coût. Dans les années 1910, ces pressions excèdent de loin les ressources de la philanthropie privée et de la charité religieuse. Que nous disent les registres d'admission des hôpitaux à ce sujet? Cette communication veut répondre à cette question. Elle s'appuie sur l'analyse sociographique du profil de quelque 10 000 patients recensés dans les registres d'admission de trois des quatre hôpitaux montréalais les plus importants en 1911 (Notre-Dame, Royal Victoria et Hôtel-Dieu).

*L'inhospitalité de la charité hospitalière : l'admission des indigents dans les hôpitaux et la généalogie du droit social au Québec (1900-1921)*

**Martin Petitclerc**, UQAM

Le problème de l'accès aux soins hospitaliers est un enjeu primordial du processus historique de reconnaissance de droits sociaux en santé. Ce problème a essentiellement été abordé à partir des grands débats politiques et des réformes législatives qui ont marqué l'histoire du système de santé québécois. Cette approche, qui a grandement contribué aux connaissances, a toutefois négligé de mesurer l'impact des pratiques administratives quotidiennes et des conflits qu'elles ont suscités. C'est pourquoi nous nous proposons de faire une étude des politiques et des pratiques d'admission des hôpitaux montréalais à l'égard des malades indigents entre 1900 et 1921, année d'adoption de la Loi de l'assistance publique qui a reconnu le principe de la charité publique en matière de santé. Nous éclairerons les normes d'admission des hôpitaux par l'analyse de données statistiques originales sur la population hospitalière montréalaise à cette époque. Cela nous permettra de démontrer la pertinence d'une « anthropologie des pratiques de gouvernement » pour comprendre la complexe généalogie du droit social dans une société où l'appel à la justice sociale a été traditionnellement formulé dans les termes moraux (et non juridiques) de la charité privée à l'égard de l'indigence.

## *La commission sur les hospitalisations à Montréal (1926-1927)*

**Noémie Charest-Bourdon, UQAM**

Quelques années après la mise en place de la Loi de l'assistance publique, les hôpitaux généraux de Montréal continuent de décrier l'insuffisance du financement public qui leur est accordé. En 1926, ils estiment qu'une pénurie de 1000 à 1500 lits les empêche de répondre adéquatement aux besoins des malades de la province : tous les jours, ils sont contraints de refuser des patients. Afin de bonifier l'aide qui leur est versée, le gouvernement provincial impose une nouvelle taxe sur les repas en plus d'accorder aux municipalités le pouvoir de prélever une taxe additionnelle permettant de venir en aide à leurs hôpitaux. Loin d'être convaincue de sa responsabilité dans les problèmes financiers récurrents des hôpitaux généraux, la Ville de Montréal met sur pied une commission chargée d'enquêter sur la situation financière de ces institutions. Plutôt que de corroborer les problèmes communément dénoncés par les différents intervenants concernés, les conclusions de la commission municipale mettent en évidence les limites du système de financement prévu par la Loi de l'assistance publique. Cette communication s'appuiera principalement sur l'analyse des documents produits par la méconnue commission sur les hospitalisations de 1926 et 1927.

## *Distinguer l'expert du profane : cartographier les politiques de l'expertise professionnelle au Québec, 1867-2018*

**Julien Prud'homme, CIEQ/UQTR**

L'historiographie s'intéresse de plus en plus au rôle sociopolitique des « professions », c'est-à-dire des corps de métiers qui, suivant le modèle posé par la médecine et le droit au XIX<sup>e</sup> siècle, se réclament de savoirs peu partagés pour revendiquer un monopole légal sur une activité jugée experte. Depuis 1867, ces corps de métiers se multiplient et conquièrent des positions dominantes sur le marché des services, dans les organisations publiques ou privées et dans la vie des individus, dans un spectre d'activités qui s'étend de la santé (dentisterie) à la production économique (chimie), à l'administration du territoire (urbanisme) et à la gouvernance des organisations (comptabilité). En 2016, les ordres professionnels du Québec regroupent 385 000 travailleurs, soit 10% de la main-d'œuvre. Qui plus est, à toute époque, le professionnalisme sert de modèle à une variété d'autres métiers prétendant au statut d'expert, des compteurs de bois aux orthopédagogues, certains étant reconnus alors que d'autres disparaissent. Par-delà les monographies, nous ne disposons pas d'un panorama d'ensemble de l'histoire du « système professionnel » québécois, c'est-à-dire de l'éventail des corporations existantes, des institutions créées par l'État pour régir ces monopoles, des interactions entre ces acteurs, de l'évolution de ce « système » et de sa présence dans l'histoire québécoise. Pour pallier cette lacune, nous avons constitué une base de données recueillant des milliers d'occurrences dans les débats parlementaires. Nous présenterons les pistes qu'ouvrent ces données sur l'histoire des politiques de l'expertise et sur l'ampleur insoupçonnée des chantiers sectoriels concernés par cette histoire.

## SÉANCE 23 - FEMMES, POLITIQUE ET RÉSISTANCE

### *Renégocier les frontières entre les genres : analyse des récits autobiographiques de pionnières en politique canadienne et québécoise*

**Valérie Lapointe-Gagnon**, Faculté Saint-Jean, Université de l'Alberta

Dans ses mémoires intitulés *Saturday's Child* (1995), Ellen Fairclough, première femme nommée ministre à Ottawa, revient sur son exclusion des débats du cabinet au moment des discussions entourant la condamnation à mort de Steven Truscott, accusé de viol et de meurtre. La croyant trop sensible pour assister à la rencontre, Diefenbaker avait demandé à Fairclough de se retirer. Les journalistes ont rapporté la scène de l'exclusion de la ministre en insistant sur le fait qu'elle pleurait à chaudes larmes. Fairclough se sert de ses mémoires pour revisiter l'événement. Elle souligne notamment qu'elle n'aurait pas pleuré et mentionne qu'elle a été troublée qu'on la réduise à ses émotions dans les médias. Elle a préféré rire de la scène, qui ne faisait que montrer à quel point Diefenbaker était vieux jeu. Les mémoires des pionnières en politique canadienne et québécoise constituent une source essentielle pour comprendre comment les femmes ont constamment renégocié les frontières entre les genres pour se faire accepter dans le bastion masculin de la politique. À travers ces mémoires, elles peuvent prendre la parole sans être interrompues, régler leurs comptes et se raconter à leur manière. Se situant au carrefour de l'histoire, de la science politique et de la littérature, cette communication souhaite explorer un corpus composé des écrits autobiographiques de quatre pionnières en politique (Judy LaMarsh, Solange Chaput-Rolland, Thérèse Casgrain et Ellen Fairclough) afin d'analyser le regard qu'elles posent sur leur parcours. Tantôt solidaire, tantôt libératrice, tantôt accusatrice, leur plume est sans contredit une plume de combat visant à énoncer leurs stratégies d'adaptation, à dénoncer les obstacles qui ont entravé leur prise de parole et à déconstruire certains préjugés. L'étude de ces écrits autobiographiques permet donc de penser l'univers politique à travers les lunettes de femmes qui ont sans cesse tenté de repousser des barrières pour être prises au sérieux.

### *La « géographie rivale » des femmes esclaves de la Nouvelle-Orléans durant la période Antebellum, 1809-1820*

**Clémence Cloutier-Deschênes**, Université de Sherbrooke

Très peu de chercheurs ont jusqu'à présent étudié les résistances des femmes esclaves de la Nouvelle-Orléans durant la période antebellum (1803-1861). Considérées comme des oubliées de l'histoire, les femmes esclaves ont toutefois résisté, à leur manière, au système esclavagiste en place dans le Sud états-unien. À travers l'étude des archives de police de la Nouvelle-Orléans, il est possible de trouver ces femmes esclaves résistantes mais aussi d'intégrer leur « géographie rivale », les espaces investis par les femmes dans la ville. Dans ces espaces de contre-pouvoir, les femmes esclaves échangent, discutent, négocient avec les forces de l'ordre, chantent, dansent et contribuent à façonner la culture de résistance de la communauté afro-descendante. Bien que la « géographie rivale » des femmes esclaves néo-orléanaises n'a été que partiellement découverte, il est possible de déterminer qu'elles circulaient dans les rues de la ville, qu'elles osaient participer à des bals et des rassemblements après le couvre-feu et qu'elles repoussaient, parfois consciemment, parfois inconsciemment, les normes sociales, raciales et genrées de leur temps. La notion de frontière, qui peut être autant métaphorique que réelle, fait donc partie intégrante du quotidien des femmes esclaves résistantes qui doivent non seulement composer avec les restrictions physiques du système esclavagiste, mais aussi avec les frontières sociales, économiques et culturelles imposées aux esclaves du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

## *Négocier les frontières de la communauté politique : les femmes, les Autochtones et les communautés culturelles à la Commission Pepin-Robarts (1977-1979)*

**Antoine Brousseau Desaulniers**, UQAM

Mise sur pied en 1977 par le gouvernement libéral d'Ottawa en réaction à l'élection du Parti québécois, la Commission de l'unité canadienne (Pepin-Robarts) représente un moment où la culture politique québécoise est bouleversée. Pour les forces fédéralistes, il ne s'agit plus uniquement de penser des alternatives à la vision de Trudeau, mais de mettre en échec le front référendaire ouvert par les forces souverainistes. Même si plusieurs acteurs actifs au sein de la famille souverainiste boycottent la Commission en raison de son mandat inéluctablement fédéraliste, d'autres tiennent tout de même à exposer leurs points de vue lors des audiences publiques. Celles tenues à Montréal et à Québec agissent comme un microcosme du débat constitutionnel, où les deux camps s'affrontent pour imposer leurs valeurs à l'ordre symbolique canadien et ainsi défendre ou défaire la fédération. Cette communication s'intéresse donc aux représentations symboliques et identitaires véhiculées par les participants aux audiences publiques de la Commission. En analysant les conflits de représentations entre les acteurs, nous espérons enrichir la compréhension des débats constitutionnels tel qu'ils se déroulent à l'extérieur de l'arène politico-parlementaire. L'essor récent d'une prise de parole citoyenne rend l'exercice d'autant plus pertinent. En effet, l'hégémonie des valeurs portées par l'État est remise en question par des groupes repoussés aux frontières de la communauté politique, particulièrement les Autochtones, les femmes et les communautés culturelles. C'est à ces intervenants, qui remettent en question des notions essentielles comme celles de la citoyenneté et de la dualité canadienne, que nous porterons une attention particulière.

## **SÉANCE 25 - ÉPISTÉMOLOGIE DE LA FRONTIÈRE COLONIALE**

### *Les mystères du Pacifique Nord*

**Paul Mapp**, William & Mary

Dans son *Histoire de la Louisiane* publiée en 1758, Antoine-Simon Le Page du Pratz narre le conte remarquable d'un voyage transcontinental par l'Indien Yazoo Moncacht-apé. Les événements étranges qui y sont relatés, tout comme les hypothèses invraisemblables et les preuves ambiguës qui y sont avancées, seront l'occasion de réfléchir au cadre géographique de l'histoire américaine des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Cette réflexion mènera à quelques propositions téméraires sur les rencontres maritimes du Pacifique Nord.

### *Consolider l'emprise impériale : prendre connaissance de la frontière de la vallée de l'Ohio entre 1749 et 1754*

**Joseph Gagné**, Université Laval

Le 18 octobre 1748, la ratification du traité d'Aix-la-Chapelle met fin à près d'une décennie de guerre. Tant chez les Français que chez les Britanniques, cette nouvelle « paix » est plutôt l'occasion de mener une course à la militarisation de la frontière entre leurs colonies américaines. Le summum de cette agression se porte sur la vallée de l'Ohio où l'emplacement de la frontière coloniale est vivement débattu. Traditionnellement, la chaîne montagneuse des Appalaches agissait à la fois

comme une frontière politique et comme barrière géologique naturelle entre les territoires revendiqués par la France et la Grande-Bretagne. Mais au seuil d'une nouvelle guerre, chaque côté cherche à reconnaître, consolider et cartographier la géographie contestée, tout en cherchant à justifier l'extension de son territoire au-delà de ses limites imaginées traditionnelles. Bref, avant que la guerre n'éclate à nouveau sur le champ, elle est d'abord pratiquée sur les cartes. Il en résulte une période de production cartographique remarquable où le Canada, les Maritimes, la Louisiane et même les « Terres Angloises » sont le sujet de nombreux mémoires et de cartes nouvelles et rectifiées. Comment mène-t-on ces recherches? Quels effets ont-elles sur les négociations diplomatiques? Cette communication examine les efforts menés en Europe et en Amérique pour tenter de régler la question complexe de l'emplacement de la frontière coloniale

## *L'économie de la frontière*

**Alexandre Dubé**, Washington University in Saint-Louis

Au cours des dernières années, l'histoire coloniale nord-américaine s'est tournée vers l'Atlantique, et l'attention des historiens s'est portée sur ses nombreux espaces d'interaction – des plus vastes, aux plus intimes. L'Amérique coloniale est devenue monde de carrefours, de métissages, de *Middle Grounds*, de *borderlands*. Parmi cette historiographie, qu'est-il advenu de la frontière? Le terme – déjà peu emprunté au sein de l'historiographie nord-américaine francophone – a perdu de son influence au sein des travaux scientifiques, portant le poids d'une lourde tradition étatsunienne. Cela explique peut-être le relatif désintérêt pour le concept d'économie de la frontière proposé par Daniel Usner en 1992, dans son *Indians Settlers and Slaves in a Frontier Exchange Economy*, un concept fréquemment évoqué, mais rarement discuté. Cette notion est-elle encore porteuse? Cette communication se propose de revisiter la notion d'économie de la frontière, afin de souligner toutes les complexités, cernées par Daniel Usner, que pouvait représenter l'établissement d'une ville et d'un marché nouveau – complexités qui s'effacent fréquemment dans une historiographie préoccupée de catégories d'ordre et de résistance d'une part, de circulations et d'échange d'autre part, pensées presque indépendamment les unes des autres.

## **SÉANCE 26 - CLASSES POPULAIRES CONTESTATAIRES ET CONSOMMATRICES**

### *Poséidon en eaux troubles : ouvriers, artisans et notables locaux contre le monopole des Molson et des Torrance sur la navigation à vapeur dans la vallée du St-Laurent, 1833-1839*

**Robert Tremblay**, Chercheur indépendant

En 1833, après plus de dix années d'existence, la *St. Lawrence Steamboat Company*, propriété de la famille Molson, et la *Montreal Tow Boat Company*, propriété de la famille Torrance, finissent par conclure une entente de cartel leur assurant un contrôle quasi absolu non seulement sur les tarifs et les horaires du transport maritime entre Québec et Montréal, mais aussi sur le recrutement des employés de bord. Voyant leurs conditions de travail menacées, les pilotes de navires qui livraient bataille depuis peu pour la reconnaissance de leur autonomie professionnelle auprès de la Maison de la Trinité de Montréal, vont s'organiser en société et déclencher une grève qui obstruera les ports de Montréal et de Québec en mai 1833. À la suite de l'échec des initiatives menées par pilotes, des citoyens de la région de Montréal prendront le relais de ce mouvement anti-monopole. Ils tenteront, pour ce faire, de créer des lignes indépendantes de bateaux à vapeur par le biais de levées de capitaux auprès des classes populaires, dont la saga du navire à vapeur « Patriote Canadien », entre 1833 et

1839, représente la meilleure illustration. Ma présentation cherchera donc à montrer comment ce mouvement de contestation populaire porte à la fois l'empreinte d'une lutte sociale contre le maintien de privilèges dignes des sociétés d'Ancien Régime et celle d'une campagne contre ce que Proudhon appelait la « propriété privative bourgeoise » des moyens d'existence, révélant ainsi un idéal républicain d'égalité et de liberté typique de l'époque ayant précédé les Rébellions patriotes de 1837-1838.

## *L'Ami de l'ouvrier : un autre type de grand magasin. Crédit et consommation de masse à Montréal 1900-1950*

**Sylvie Taschereau**, CIEQ/UQTR

Symboles de la modernité jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les grands magasins à départements ont fasciné les historiens de la consommation. Au Canada, ces derniers ont cependant peu prêté attention au rôle que ces établissements ont joué dans la diffusion de la consommation à crédit. Pourtant, la plupart deviennent d'importants acteurs dans ce domaine avant la Seconde Guerre mondiale. Ceux qui nous intéressent ici, révélés par nos propres recherches, sont d'un type particulier. Ils sont moins scintillants que ceux du centre-ville (les Morgan, Eaton, ou Dupuis frères, à Montréal), mais manifestement prospères. Ils vont à la rencontre de leur clientèle modeste en s'installant dans des quartiers populaires et doivent une large part de leur chiffre d'affaires au crédit qu'ils accordent. L'établissement que nous suivrons en particulier, le Syndicat Saint-Henri, poursuit ses activités pendant plus d'un demi-siècle et cible à grand renfort de publicité une clientèle ouvrière. Nos travaux contredisent l'idée selon laquelle jusqu'à ce qu'ils obtiennent un revenu discrétionnaire — dans les années 1950 en ce qui concerne le Québec (Langlois 2002) —, la consommation des travailleurs reste non seulement limitée mais de peu de conséquence. Nos recherches montrent les ménages des classes populaires urbaines sous un autre jour : ce sont des consommateurs modestes, souvent aux prises avec des problèmes de dettes, mais en dépit de leurs budgets étroits ils participent activement aux transformations de l'économie et à celle des comportements de consommation. Cette analyse s'appuie sur des documents tirés de différentes archives gouvernementales, en particulier des archives judiciaires (les dossiers des déposants sous la loi Lacombe) ainsi que sur un éventail de journaux publiés à Montréal en français et en anglais.

## *Capital, travail et baïonnette : les interventions militaires dans les grèves ouvrières de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle au Québec*

**Guillaume Durou**, Faculté Saint-Jean, Université de l'Alberta

En juin 1878, la ville de Québec est le théâtre d'une émeute violente provoquant une des mobilisations policière et militaire les plus importantes depuis les rébellions républicaines de 1837 et 1838. D'abord une grève légitime, le conflit s'envenime par la suite et tourne à la révolte. Le chaos qui règne fait craindre la Commune. Cet épisode, malgré sa sévérité, ne fait pourtant pas exception puisque l'État fera appel à l'armée tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle afin d'intervenir dans les conflits de travail et de préserver l'ordre social. Du canal Lachine à Valleyfield, en passant par Québec, notre présentation propose de problématiser soixante années de répression dans le contexte des grèves ouvrières. À partir de cas spécifiques, nous tenterons de répondre à plusieurs questions. D'abord, quelle était la nature des violences exercées sur les ouvriers? Existe-t-il une relation entre les périodes de crises économiques et les degrés de violence? Plus il se rapproche du XX<sup>e</sup> siècle, plus le Québec semble connaître un apaisement des rapports sociaux. Pourtant, lorsque l'on observe plus en détail la persistance de la violence dans les conflits ouvriers, la thèse de la pacification (Elias, 1975) semble pour le moins trompeuse.

## *La propagande de guerre au service de l'aluminium : Alcan et la mobilisation de ses travailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean (1939-1945)*

**Myriam Gauthier**, UQAC

Brouiller intentionnellement la frontière entre information et persuasion, en dirigeant les comportements et en façonnant les perceptions, correspond à l'objectif intrinsèque de la propagande. De nombreux acteurs ont misé sur cette frontière floue pendant la Seconde Guerre mondiale, au Canada, afin d'inciter la population à contribuer à l'effort de guerre. L'étude de la propagande s'est toutefois limitée aux échelles canadienne et québécoise, en considérant que les mêmes campagnes étaient relayées dans les régions. Certains territoires ayant accueilli des installations stratégiques pourraient cependant avoir été l'objet d'une propagande de guerre adaptée aux enjeux régionaux. Retrouvait-on, dans ces milieux, une propagande de guerre complémentaire? Le dépouillement de journaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, territoire névralgique pendant le conflit en raison de son importante production d'aluminium, a permis de documenter une vaste campagne de propagande mise sur pied par Alcan. Cette campagne s'adressait aux employés régionaux de la compagnie, quelques mois après qu'une grève ait paralysé l'usine d'Arvida en juillet 1941 et donné lieu à une intervention de l'armée. Un personnage, un cuviste nommé Jos Alco, a été au cœur de cette campagne qui a compté une quarantaine de publicités publiées dans les journaux, ainsi que quelque 130 émissions de radio diffusées à la station CBJ de Radio-Canada à Chicoutimi. L'analyse de son contenu permet de contribuer aux connaissances sur le déploiement de l'effort de guerre auprès de populations régionales, tout en documentant le discours d'un acteur industriel majeur dont les intérêts, à l'époque, ne semblaient pas connaître de frontière avec ceux du pays.

13h30-15h00

## **SÉANCE 27 - FRONTIÈRE, OBSTACLE OU PASSERELLE : L'INTÉGRATION DU NUMÉRIQUE EN HISTOIRE DE LA NOUVELLE-FRANCE**

### *Le bailliage de Montréal à l'ère numérique*

**Dominique Deslandres**, Université de Montréal

Première étape d'une collaboration de longue haleine entre l'Université de Montréal et Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), le projet « Donner le goût de l'archive : Recherche historique, interprétation et mise en valeur des archives judiciaires de Montréal pendant le régime français » vise l'analyse historique, la description analytique, la transcription et l'accès en ligne des archives judiciaires de Montréal depuis sa fondation jusqu'en 1763. Ces archives, pourtant fondamentales pour l'histoire montréalaise et canadienne, sont difficilement intelligibles : d'une part, elles sont ardues à déchiffrer et, d'autre part, elles ne sont que partiellement décrites et accessibles en ligne. Comme les documents d'avant 1693 ne sont pas numérisés par l'outil de recherche Pistard de BAnQ, l'attention des chercheur-e-s, étudiant-e-s et professeur-e-s, généalogistes, grand public, se tourne naturellement vers les archives judiciaires du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui produit une distorsion de la recherche et de l'enseignement mais aussi des connaissances de la collectivité qui « oublie » le XVII<sup>e</sup> siècle. En outre, non seulement le déchiffrement des documents d'archives est devenu un acte solitaire qui n'est plus enseigné, mais le partage des transcriptions reste chose peu commune. Le projet présenté entend remédier à cette situation.

## « *La Nouvelle-France numérique* » : un projet à la frontière des disciplines

**Catherine Broué**, UQAR et **Maxime Gohier**, UQAR

La recherche sur la Nouvelle-France fait face actuellement à un problème méthodologique fondamental : les sources sont dispersées dans de nombreux centres d'archives en Europe et en Amérique et, tandis que l'accès aux documents s'accroît à mesure que de nouveaux corpus sont numérisés et mis en ligne, la capacité des chercheurs à traiter la documentation et à en extraire des données utiles, exhaustives et rigoureuses demeure limitée. Le projet « *La Nouvelle-France numérique* » entend régler ce problème à partir d'une infrastructure virtuelle permettant de recueillir les données produites par les chercheurs, de manière à les rendre accessibles et surtout compatibles entre elles. Pour l'instant, l'incompatibilité des données empêche toute possibilité de croisements ou d'analyses d'ensemble. L'accès aux données de recherche et leur pérennité étant au cœur des préoccupations de la communauté scientifique (CNRC, 2016), un tel projet semble aller de soi. Néanmoins, sa réalisation se heurte à plusieurs frontières imposées par l'individualisme de la recherche, les découpages disciplinaires, la constitution des collections et les règles de diffusion d'archives, les programmes de subvention, etc. Cette entreprise est-elle utopique? Elle convie en tous cas à une réflexion épistémologique collective.

## *Chercher l'Amérique française dans deux siècles d'imprimé : le jeu de données*

**Hathi Trust Extracted Features**

**François Dominic Laramée**, Université de Montréal

La collection numérique du *Hathi Trust* compte quelque 25 000 volumes publiés en français entre 1600 et 1763. Si l'on étend la période visée jusqu'en 1815, ce nombre triple. Et le corpus français ne représente qu'une fraction des ouvrages numérisés en anglais, en allemand, etc. Comment exploiter cette ressource pour chercher des traces de l'Amérique française dans l'imprimé, y compris des traces de la mémoire de la Nouvelle-France après la conquête? Le jeu de données *Hathi Trust Extracted Features* contient des décomptes d'occurrences de tous les mots qui apparaissent dans ces volumes, pour chacune de leurs pages — mais pas le texte lui-même. Que peut-on tirer de ces données? Comment extraire de la collection les volumes en français, gérer les enjeux reliés aux variations orthographiques, à la polysémie, aux multiples manières de faire référence au même territoire? Après avoir répondu à ces questions méthodologiques, la présentation livrera les premiers résultats obtenus à l'aide du corpus francophone.

## **SÉANCE 28 - AUX FRONTIÈRES DE L'HISTOIRE AUTOCHTONE II : ÉCONOMIE POLITIQUE**

*À la conquête des frontières financières. Les fonds autochtones au secours des institutions coloniales*

**Brian Gettler**, University of Toronto

En 1860, le gouverneur du Canada prête 40 000 \$ du Fonds indien à McGill College « *to relieve it from present embarrassments* ». Si le montant est impressionnant, ce n'est ni la première ni la dernière fois que des sommes similaires, gérées soit par des communautés autochtones soit en fiducie par le gouvernement, financent des institutions phares de la société coloniale. Entre les années 1830 et la Confédération, des centaines de milliers de dollars provenant de tels fonds ont directement soutenu des universités, des églises, des infrastructures de transport, des corporations municipales et même la *Law Society of Upper Canada*. À travers les comptes publics et les archives du Département des Affaires indiennes

ainsi que des fonds privés et des collections d'autres organismes, cette communication analyse le rôle du Fonds indien en tant que support financier au projet colonial pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Ce faisant, elle expose les liens étroits entre finances publiques et dépossession des Premières Nations qui, même lorsque les investissements ont porté fruit, se sont vus infantilisées et marginalisées de la gestion de leurs propres ressources foncières et financières.

## *L'impact de l'instauration de la centrale hydroélectrique Caribou Falls sur la communauté One Man Lake*

**Cheralee Trépanier**, Université d'Ottawa

Cette communication porte sur l'histoire coloniale canadienne des peuples autochtones, plus précisément celle du développement économique et de l'exploitation des ressources hydrauliques. En 1957, l'augmentation de la demande d'électricité par la population et les industries à distance lointaine mène à la construction de la centrale hydroélectrique de Caribou Falls, située sur la rivière English, localisée dans le nord-ouest de l'Ontario. La création du réservoir provoque des impacts environnementaux qui produisent des effets néfastes sur la sécurité, la santé, l'économie et le tissu social de la communauté et entraînent la réinstallation forcée de la population et la destruction d'un cimetière ancestral. Le barrage a entraîné l'inondation d'une superficie de plus de 85 km<sup>2</sup> du territoire ancestral, situé sur les bords de la rivière English, dont plus de 4 km<sup>2</sup> de la réserve One Man Lake sont submergés. Dans le but d'enrichir cette présentation, plusieurs cartes ont été créées à l'aide des logiciels de système d'information géographique (SIG) afin de démontrer visuellement l'histoire de l'événement, l'envahissement du territoire, l'empiètement d'une frontière et surtout le bouleversement que la centrale impose sur la communauté de One Man Lake.

## *Matérialiser, transporter, mobiliser des frontières. Le wampum Algonquin, Nipissing et Mohawk au Vatican (1831-1833)*

**Lise Puyo**, University of Pennsylvania/Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales

En août 1831, les Algonquins, les Nipissings et les Mohawks de la mission sulpicienne du Lac des Deux Montagnes, aujourd'hui Oka ou Kanehsatàke, près de Montréal, envoient une ceinture de wampum monumentale au pape Grégoire XVI. Deux lettres en Algonquin et Mohawk, ainsi que leur traduction en Français accompagnent l'objet pour expliquer le message qu'il matérialise. Suite à la réception de ce présent en février 1832, le pape rédige deux lettres de remerciement, et fait expédier des cadeaux, distribués à la mission le 22 juillet 1833. Quelles relations et quelles aspirations sont matérialisées dans cet objet ? Ce cadeau a-t-il eu des effets ? Furent-ils les mêmes pour chaque groupe d'acteurs impliqués dans cette transaction ? La fin des années 1820 et le début des années 1830 sont ponctués de plaintes et de revendications territoriales des Algonquins et des Mohawks, qui réclament aux Sulpiciens et au gouvernement colonial la propriété des terres de la mission du Lac des Deux Montagnes. Du côté Sulpicien, l'envoi du wampum s'inscrit dans une dispute avec l'évêque de Québec, vécue comme une tentative d'aliénation des terres sulpiciennes. Le porteur du wampum et des lettres associées, Hyacinthe-Simon Deutz, juif converti au catholicisme, a pu également mobiliser cet objet à son propre compte, pour retrouver l'accès privilégié auprès de son ancien protecteur, élu pape en février 1831. Au carrefour de multiples intérêts, ce wampum matérialise des frontières linguistiques, religieuses, culturelles et politiques, transportées de la vallée du Saint-Laurent et renégociées sur les rives du Tibre.

## SÉANCE 29 - LES TERRITOIRES DE L'HISTORIEN

### « *Le présent m'épouvante. Il me fait peur* » : Claude-Henri Grignon devant la Révolution tranquille (1959-1968)

**Ghyslain Hotte**, Chercheur indépendant

Cette communication propose une analyse de la pensée de Claude-Henri Grignon (1894-1976), auteur prolifique et pamphlétaire redoutable originaire de Sainte-Adèle dans les Laurentides. Si son nom évoque immédiatement son œuvre littéraire, notamment le roman *Un homme et son péché* publié pour la première fois en 1933 et les épisodes du téléroman *Les Belles Histoires des Pays d'en Haut* présentés à l'antenne de Radio-Canada de 1956 à 1970, on connaît moins bien, en revanche, son œuvre polémique réalisée dans le contexte de la Révolution tranquille. En effet, de 1959 à la fin de la décennie 1960, Grignon livra plusieurs conférences et publia de nombreux articles sur diverses questions sociales : le décès subit de Maurice Duplessis, la grève des réalisateurs de Radio-Canada, la victoire de « l'équipe du tonnerre » de Jean Lesage, l'émergence du néonationalisme québécois, l'éclatement de l'institution ecclésiale, la création du ministère de l'Éducation du Québec, la montée du féminisme et, finalement, le maintien de la paysannerie, dont il était un fervent défenseur. Figure pour le moins « atypique », Grignon fit preuve de traditionalisme en s'opposant fermement aux réformes politiques, institutionnelles et sociales réalisées dans la foulée de la Révolution tranquille. Par conséquent, l'étude de la pensée de Grignon nous permettra de prendre la mesure des conflits idéologiques qui divisèrent le Québec d'alors, particulièrement du point de vue des plus ardents adversaires de la Révolution tranquille. En nous servant de l'exemple de Grignon, nous espérons combler un vide historiographique où l'impact des penseurs dits « contre-révolutionnaires tranquilles » dans le champ intellectuel québécois des années 1960 demeure, à ce jour, très peu étudié.

### *L'histoire intellectuelle au Québec : Pour déségréguer les élites*

**Maxime Raymond-Dufour**, UQTR/Université McGill

Ce projet de communication vise à proposer une réflexion de fond sur la pertinence historiographique et sociologique de l'histoire intellectuelle, à la fois comme champ d'expertise et comme méthode d'analyse. J'ai pour intention d'argumenter que si l'histoire intellectuelle a été souvent déconsidérée — soit parce qu'elle était conservatrice, soit parce qu'elle n'avait pas la même portée pédagogique que l'histoire sociale — son apport heuristique peut être substantiel et peut permettre de faire tomber certaines frontières sous-disciplinaires à l'intérieur du savoir historique. L'histoire intellectuelle permet notamment d'incarner à travers l'étude de textes historiques clés la réalité du social, elle offre une généalogie des idées fortes, elle donne un état des lieux de la culture (particulièrement celle des élites) à un moment dans le temps, et elle permet d'éviter la ségrégation culturelle des élites dans l'analyse historique qui caractérise l'interprétation d'une partie de l'historiographie québécoise. Pour déployer mon argument, j'entends croiser les regards historiographiques du Québec et d'ailleurs pour, d'une part, expliquer pourquoi l'histoire intellectuelle a souvent été taxée de conservatisme et, d'autre part, réfléchir sur comment certaines recherches montrent l'apport heuristique de ce champ historique. J'utiliserai en particulier des recherches qui ne sont pas à proprement parler de l'histoire intellectuelle, mais qui en reprennent la méthodologie et les méthodes d'analyse, ou des textes d'histoire intellectuelle qui montrent la lucidité des penseurs d'une époque (Picketty, 2013; Bachand, 2015; Wahrman, 2004; Bruter, 1997; Raymond-Dufour, 2016; Lapointe-Gagnon, 2018; Poitras, 2018) : ce projet d'article n'est pas une apologie de l'histoire intellectuelle, mais une réflexion sur ce qu'elle peut apporter et sur sa complémentarité avec d'autres sous-champs d'expertise de l'histoire.

## *Regards sur l'évolution de la Revue d'histoire de l'Amérique française depuis 1982*

**Louise Bienvenue**, CIEQ/Université de Sherbrooke et **Julien Goyette**, UQAR

Analyser l'originalité du fait français en Amérique « en ses traits communs, comme en ses diverses expressions historiques », tel était le mandat de la *Revue d'histoire de l'Amérique française (RHAF)* au moment de sa fondation en 1947 (vol.1, no1, p. 4). Depuis cette époque, et malgré la diversification du paysage éditorial, la *RHAF* est demeurée l'un des principaux véhicules savants de diffusion des travaux d'historien.ne.s québécois et canadiens de langue française. Ses quatre volumes annuels jouissent d'un rayonnement enviable. Une étude menée par Larivière en 2016 révélait, en effet, que la *RHAF* se situait au 1er ou 2e rang des revues d'histoire les plus consultées au sein de quatre universités québécoises (UQAM, Université de Montréal, Université Laval et Université de Sherbrooke). En raison de l'important mandat d'animation du champ scientifique qu'elle assume, la *RHAF* s'avère donc un lieu privilégié d'observation des tendances historiographiques. L'objectif de cette communication est de poser un regard sur sa production éditoriale pour la période qui s'étend de 1982 à 2018. Prolongeant les bilans antérieurs de Harvey et Linteau (1972) et de Coupal (1983), nous analyserons un corpus de 37 volumes (plus de 500 articles) afin de saisir l'évolution des approches historiques, des thèmes et des champs spatio-temporels privilégiés par les chercheur.e.s. Nous poserons également un regard sur le profil des auteur.e.s qui ont publié dans la revue (statut, sexe, provenance disciplinaire et géographique).

## *L'autodidaxie féconde de François-Xavier Garneau*

**Patrice Groulx**, Université Laval

Le clergé catholique a toujours maintenu le doute sur la compétence de François-Xavier Garneau (1809-1866) à produire une histoire savante. Le premier biographe de l'historien, l'abbé Henri-Raymond Casgrain, prétendait que son éducation était carencée parce qu'elle était « solitaire, abandonnée à elle-même, privée de cette salutaire direction qu'impriment aux jeunes talents nos institutions religieuses » (F. X. Garneau, 1866, p. 123-124). Ce reproche malicieux visait le libéralisme et le laïcisme de Garneau, mais s'appuie sur une question légitime : comment un autodidacte intègre-t-il les connaissances et les compétences nécessaires pour écrire une œuvre de l'ampleur et de la portée de l'*Histoire du Canada*? Pour répondre à cette question, nous avons reconstitué le corpus de quelque 720 ouvrages ou auteurs consultés ou cités par Garneau. L'analyse de cet inventaire révèle la transgression des frontières sociales et culturelles grâce à laquelle un individu de très modeste extraction réussit à passer d'une « culture première » vécue spontanément à la « culture seconde » des livres, puis à une « culture savante » disciplinaire (Fernand Dumont, Marcel Fournier). Chiffres et références à l'appui, nous aborderons l'hybridité intellectuelle qui a permis à Garneau d'échafauder sa vision de la condition historique du Bas-Canada. Les lectures de Garneau, loin de constituer un ensemble désordonné et stérile, révèlent au contraire que la science historique a été fécondée ici grâce à un butinage organisé, à la synthèse des savoirs acquis dans les autres disciplines, ailleurs dans le monde, et à l'exploration de divers genres littéraires.

## SÉANCE 30 - MISSIONNAIRES, VOYAGEURS ET COLONS AUX XIX<sup>E</sup> ET XX<sup>E</sup> SIÈCLES

### *Le missionnaire comme migrant : le cas de Louis-Auguste Vérité, missionnaire catholique français au Bas-Canada, 1847-1849*

**Simon Balloud**, Université de Saint-Boniface

Un missionnaire peut-il être considéré comme un migrant et étudié comme tel? Tenter de répondre à cette question consiste à franchir une frontière historiographique en faisant dialoguer l'histoire des missions et l'histoire des migrations, deux champs de recherche généralement hermétiques l'une à l'autre. Trop souvent réduits à leur fonction, les missionnaires n'en sont pas moins des femmes et des hommes qui, malgré un contexte marqué par de nombreuses contraintes, choisissent de quitter leur pays, leur famille, pour s'installer à l'étranger et y exercer leur profession, provisoirement ou définitivement. S'il est certain que cette migration particulière relève principalement d'un besoin dicté par la communauté, il est tout aussi tangible qu'une partie de ce processus résulte d'un choix personnel qui s'apparente à un véritable projet migratoire, c'est-à-dire l'émanation d'une intentionnalité suivie d'une mise en pratique, qui fait des missionnaires les acteurs principaux de leur propre parcours. Il en résulte une diversité importante de trajectoires et d'expériences, à la fois collectives et individuelles, qu'il s'agit ici d'étudier à partir de cas de missionnaires français qui ont rejoint le Canada au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. À cette fin, nous nous appuyons sur le riche corpus archivistique de notre thèse de doctorat (soutenue en 2018, université de La Rochelle/UQAM) et sur des recherches plus récentes effectuées en vue d'un projet postdoctoral (bourse postdoctorale du CIEC) à l'Université de Saint-Boniface.

### *La propagande pour la colonisation dans Le Journal du Colon, 1937-1939*

**Samuel Gaudreau-Lalande**, Université Concordia

La crise économique des années 1930 engendre le dernier grand mouvement de colonisation intérieure de l'histoire du Québec. Ce mouvement s'inscrit en rupture avec la colonisation du siècle précédent par son échelle, son soutien administratif, ses moyens financiers et l'ampleur des moyens promotionnels utilisés pour l'encourager. Au « Guide du colon » publié depuis le XIX<sup>e</sup> siècle s'ajoute désormais une panoplie de brochures illustrées. En particulier, entre 1937 et 1939, il existe une publication unique en son genre : le *Journal du Colon*, tiré à 25 000 exemplaires et distribué gratuitement à tous les colons de la province. Les articles édifiants y sont présents, mais les plus nombreux sont ceux donnant des conseils pratiques touchant à tous les aspects de la vie rurale, spécifiquement adaptés à ces petits entrepreneurs agricoles que sont les colons. Plus encore que les articles, ce sont les photographies qui sont mises à l'avant-plan dans le *Journal du Colon*, chaque numéro de huit pages pouvant en compter jusqu'à 40. En montrant des routes, des maisons, des églises et des champs, les photographies donnent l'impression que des colonies d'à peine quelques années sont déjà des paroisses rurales ordinaires et que les colons sont déjà devenus des cultivateurs. Et c'est là la clé de la propagande du *Journal du Colon* : il affirme que la colonisation n'est plus une affaire de pionniers héroïques, mais qu'elle est maintenant accessible à tous les hommes de bonne volonté grâce au soutien de l'État.

## *Les voyages de Charles Morin, charpentier canadien-français*

**France Martineau**, Université d'Ottawa

Ma communication porte sur le journal personnel de Charles Morin, dont l'édition critique vient de paraître (*Les voyages de Charles Morin, charpentier canadien-français*, Presses de l'Université Laval, coll. Voies du français, Y. Frenette et F. Martineau, en coll. avec V. Benoit, 2018). Charles Morin, né à Deschambault au Québec en 1849 dans une famille d'agriculteurs, entreprend un long périple à travers l'Amérique du Nord jusqu'en Californie, avant de s'établir à Argyle au Minnesota où il mourra en 1922. Le témoignage de ses aventures nous est parvenu en deux manuscrits, rédigés sans doute par Charles à quelques années d'écart. Non seulement ces mémoires permettent de documenter des pans de la grande migration des Canadiens français entre 1840 et 1930, mais elles sont aussi une fenêtre ouverte sur la langue de l'époque. Rencontres de peuples et de langues. Je discuterai de la découverte des manuscrits dans les familles Morin et des défis de l'établissement du texte d'un peu-lettré pour une édition critique visant à la fois le grand public et le milieu universitaire; du parcours de Charles Morin, de Deschambault à Argyle, et des multiples « voyages » qu'il entreprend, notamment de son séjour en Californie puis sur l'île de Vancouver comme engagé d'un prêtre flamand; puis de la langue de Charles Morin et de ce qu'elle nous apprend du français au Canada à cette époque.

15h20-16h50

## **SÉANCE 31 - ÉDUIQUER, PUNIR, PROTÉGER ET TÉMOIGNER (DE) LA SEXUALITÉ : L'EXEMPLE DES ADOLESCENTES AU QUÉBEC ET EN BELGIQUE, 1945-1990**

*« Pourtant je ne suis pas délinquante... ». Les filles mineures devant la Cour de Bien-être social de Chicoutimi (1963-1977)*

**Catherine Tremblay**, UQAC

Dans les années 1960, le gouvernement québécois complète l'implantation des Cours de Bien-être social (CBES) dans l'ensemble de la province. Ces tribunaux ont entre autres prérogatives de juger les enfants « exposés à des dangers physiques et moraux ». Cette accusation, somme toute assez vague, ouvre la porte à de multiples interprétations et permet de faire comparaître des mineurs pour des actes qui ne sont pas au sens strict des délits, mais bien des transgressions des frontières normatives. La plupart des jeunes filles qui sont traduites devant la CBES de Chicoutimi entre 1963 et 1977 comparaissent en vertu de cette accusation. Cette communication propose d'observer la construction, l'évolution et les croisements des discours qui sont véhiculés par les différents acteurs appelés à se prononcer à la Cour lors de la comparution de filles mineures. Les CBES offre un observatoire privilégié des tensions que génèrent les profondes mutations qui s'opèrent dans le Québec des années 1960-1970 sur le cadre de la famille et de la jeunesse.

## *L'évolution du discours sur la sexualité et l'apparence corporelle des adolescentes au Québec durant la décennie 1980-1990 : analyse du magazine Filles d'Aujourd'hui*

**Catherine Dumont-Lévesque**, Université de Sherbrooke

Le contenu de cette présentation porte sur l'évolution du discours sur la sexualité et sur l'apparence corporelle des adolescentes au Québec francophone dans la décennie 1980 dans un périodique québécois : *Filles d'Aujourd'hui*. Je montrerai comment la définition de la norme en matière de sexualité et d'apparence corporelle se transforme afin de s'adapter à l'expansion du capitalisme et, de fait, à la marchandisation du corps féminin qui devient, plus intensément qu'auparavant, objet de consommation au Québec. Je me pencherai sur les balises entourant la sexualité et l'apparence corporelle féminines durant cette décennie, tout en analysant la manière dont sont présentés les rapports femmes-hommes en société et quels rôles sociaux sont proposés, même parfois très subtilement, aux jeunes filles dans la presse féminine de l'époque. Mon analyse s'appuiera principalement sur les sections de la revue *Filles d'Aujourd'hui* consacrées à l'alimentation et aux activités physiques.

## *Pierre Dufoyer : histoire transnationale d'un collectif catholique belge (1945-1968)*

**Laura Di Spurio**, Université libre de Bruxelles

Cette communication a pour but d'analyser la traduction et la circulation des ouvrages du collectif catholique belge *Pierre Dufoyer* dont le pseudonyme trahit d'emblée la mission. Ce collectif composé de René Boigelot, Madeleine d'Hanquet d'Andrimont, Robert Maistriaux et Claude Duval-Aumont a publié une dizaine de manuels d'éducation sexuelle au cours d'une période qui a fait de la sexualité un « problème social ». Cette aventure éditoriale si peu connue a traversé les frontières et a fait l'objet de nombreuses traductions. Cette communication a pour but de retracer le parcours et les buts de ce collectif en le replaçant au sein du « phénomène psy » de l'après Seconde Guerre mondiale.

## *Frontières charnelles et normatives : l'éducation sexuelle des adolescentes franco-catholique de la Côte-du-Sud entre 1950 et 1980*

**Myriam Gagné**, Université de Sherbrooke

Cette communication propose de poser un regard sur l'éducation sexuelle des adolescentes franco-catholiques de la région de la Côte-du-Sud, entre 1950 et 1975. D'abord, les frontières physiques existent puisque la morale de l'époque impose des limites aux adolescentes dues à leur biologie : menstruations, distances physiques avec les hommes, grossesses, etc. Ensuite, les frontières normatives nous permettent de comprendre comment les discours du clergé et de la communauté influencent l'éducation - ou l'absence d'éducation - sexuelle des adolescentes. Par ailleurs, le choix de cette région nous permettra d'établir une autre frontière, cette fois géographique, entre ce milieu majoritairement rural et les espaces urbains tels que Québec et Montréal. L'ensemble de cette analyse s'effectuera à l'aide de sources orales. Une partie des témoignages ont été récoltés dans le cadre de mon mémoire de maîtrise. Les autres proviennent des archives du Musée de la mémoire vivante. Ces derniers nous permettront, entre autres, de valoriser la réutilisation des témoignages pour des fins différentes que leur contexte de création.

## SÉANCE 32 - POLITIQUE ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

### *Dissoudre les frontières qui nous séparent : le Parti québécois et les communautés culturelles du Québec en contexte électoral, 1970 à 1980*

**Jérémie Rose**, Université de Sherbrooke

Depuis le désastreux discours de Jacques Parizeau du 30 octobre 1995, le Parti québécois (PQ) semble avoir abandonné l'idée qu'il pourra un jour rejoindre l'électorat néo-québécois avec son projet souverainiste. Pourtant, dans les années 1970, l'idée de courtiser les communautés culturelles faisait partie intégrante de la stratégie électorale du PQ. Ma communication cherchera à mettre en relief les efforts faits par le parti de René Lévesque pour convaincre les Néo-Québécois du bien-fondé de leur plate-forme, en particulier de leur entreprise indépendantiste, de même que les résultats de ces tentatives. Pour ce faire, l'équipe péquiste a tenté d'éliminer les frontières linguistiques, territoriales, idéologiques et culturelles qui les séparent de ces groupes souvent en voie d'être intégrés à la portion anglophone de la société québécoise. Je démontrerai ainsi, qu'initialement du moins, le PQ entretenait l'espoir de faire des gains de ce côté. Ma recherche se base sur le dépouillement d'articles de journaux couvrant les élections de 1970, 1973 et 1976, ainsi que la campagne référendaire de 1980, qui marque l'échec du PQ à rallier les minorités culturelles au camp souverainiste.

### *Une grande race canadienne-française : le concept de race à l'Assemblée législative du Québec (1867-1940)*

**Catherine Fortier**, UQTR

À partir du dépouillement systématique des débats parlementaires de l'Assemblée législative du Québec, cette communication étudie les multiples usages du terme « race » dans les discours politiques entre 1867 et 1940, soit de la création d'une assemblée législative dans la province jusqu'à la tabouisation progressive du concept de race suite à des événements comme la Shoah et l'Apartheid. Guillaumin (1972) et Taguieff (2018) ont montré que le concept de race est généralement étudié conjointement avec la notion de racisme qui n'apparaît pourtant que dans les années 1930 en Occident (Guillaumin (1972), Taguieff (2018)). Au Québec, ce sont surtout les écrits de Lionel Groulx sur la race qui ont soulevé de nombreux débats chez les chercheurs (Gaboury (1970) Bock (2004), Dupuis (2013)). Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, le Canada est considéré par les politiciens de l'époque comme un territoire biracial dans lequel les Canadiens français cherchent à placer leur race sur un pied d'égalité avec celle des Anglo-Saxons (Scott (2016)). L'Assemblée législative du Québec devient ainsi une arène discursive où les enjeux de race sont récurrents, mais portent non pas sur les groupes aujourd'hui racisés (à commencer par les Noirs et les Autochtones qui sont essentiellement exclus de ces débats), mais sur la fragmentation de la race blanche.

### *La couverture de la crise soudanaise dans la presse montréalaise, 1885-1904*

**Alex Hubert**, Université de Montréal

À partir d'une comparaison du traitement de la crise de Fachoda en 1898 fait par les quotidiens *La Presse* et le *Montreal Daily Star*, cette communication explore le contexte montréalais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. J'analyse donc la culture politique montréalaise contenue dans la presse quotidienne alors qu'elle produit la narration de la rivalité entre la France et le Royaume-Uni en Afrique. À cet égard, Montréal, elle-même à la croisée des expériences coloniales française, britannique

et canadienne, constitue un point d'observation particulier et certainement riche. Je démontre que *La Presse*, dans son traitement des affaires africaines, propage des idées liées au courant nationaliste canadien tout en offrant, de l'intérieur, une critique de l'impérialisme britannique. En comparaison, le *Montreal Daily Star* appuie sans détour les intérêts britanniques en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord soutenant ainsi la thèse de l'impérialisme canadien. Par ailleurs, cette communication atteste qu'il est possible d'accéder à la culture politique, traditionnellement étudiée en lien avec les classes dirigeantes, grâce à l'avènement d'une presse de masse qui oscille entre production élitiste et réappropriation populaire.

## *Protéger les droits des siens ou ses propres intérêts en passant la frontière ethnoreligieuse?: le dilemme des ministres francophones fédéraux (1867-1896)*

**Alex Tremblay Lamarche**, Université libre de Bruxelles/Université Laval

Dans les années 1860, lorsque les élites politiques des colonies britanniques nord-américaines discutent entre elles d'un projet d'union, la question des frontières culturelles, religieuses et linguistiques est au cœur des préoccupations et le sort des minorités fait l'objet de multiples discussions. Des politiciens comme Hector-Louis Langevin, George-Étienne Cartier et Joseph-Édouard Cauchon s'élèvent dans la sphère publique pour se faire la voix des Canadiens français et en défendre les intérêts. Pourtant, entre les murs de leur salon, ils vantent les mérites de l'Angleterre et nouent des amitiés avec de nombreux anglophones. Certains vont même jusqu'à s'allier avec des femmes issues d'un mariage mixte. Si les frontières entre anglo-protestants et franco-catholiques peuvent être très marquées (voire être la cause de violence) au sein des classes populaires comme en témoignent entre autres l'incendie du parlement de Montréal (1849), l'affaire Gavazzi (1853) et l'affaire Louis Mailloux (1875), elles s'avèrent beaucoup plus poreuses dans les classes les plus aisées. Ces frontières s'expriment en fait de manière beaucoup plus subtile et complexe au sein des élites que ne l'affirment l'historiographie et les élites elles-mêmes dans leurs discours. Afin de le démontrer, j'analyserai les relations et les prises de position des vingt ministres francophones ayant siégé à Ottawa des lendemains de la Confédération à l'élection du Parti libéral sous la gouverne de Wilfrid Laurier en 1896. En confrontant sources privées (correspondance, journaux, intimes, etc.) et publiques (articles de presse, débats parlementaires, etc.), je serai à même de montrer toute l'ambiguïté avec laquelle s'exprime ces frontières au sein de ceux qui sont pourtant les porte-paroles de la minorité franco-catholique dans la Confédération. Un bref portrait prosopographique du groupe me permettra dans un premier temps de montrer que huit de ces vingt ministres sont soit engagés dans un mariage mixte, mariés avec une personne issue d'un mariage mixte ou comptent au moins un mariage mixte parmi leurs enfants. Qui plus est, plusieurs des ministres qui ne sont pas directement alliés à des familles anglophones affichent une anglophilie marquée ou sont liés à des familles dont la mixité remonte à deux générations. Puis, je m'attarderai à confronter discours privés et publics. Je serai ainsi en mesure de montrer que ces ministres adoptent un double discours répondant tantôt à la poursuite d'intérêts privés (ascension sociale, enrichissement, etc.), tantôt à la défense de leurs compatriotes. Enfin, j'analyserai comment ces mêmes ministres se positionnent sur les dossiers traitant des relations entre anglophones et francophones et mettrai de l'avant qu'ils défendent les leurs, mais pas à n'importe quel prix.

## SÉANCE 33 - MIGRATIONS ET RÉSEAUX FRANCOPHONES EN AMÉRIQUE DU NORD (1830-1930)

### *Réseaux de familles et distinctions paroissiales au sein de « la Nation » : la famille Versailles à la Rivière Rouge, 1810-1880*

**Nicole St-Onge**, Université d'Ottawa

L'histoire de la nation métisse dans la vallée de la rivière Rouge donne généralement l'image d'un groupe caractérisé par des origines binaires (Autochtone/Allochtone; francophone/anglophone; Catholique/Protestant). La communication proposée avance plutôt que ce groupe, par les choix résidentiels de leurs membres, leurs moyens d'existence, leurs réseaux de relations et d'alliances, présente des traits beaucoup plus diversifiés. Cet aspect rarement abordé dans la littérature est illustré ici par la famille Versailles, établie dans le secteur de Saint-Norbert (Manitoba) dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle et qui y fait affaires pendant plusieurs décennies, notamment par ses réseaux d'apparentement (« kinscape ») reconstitués sur près d'un siècle.

### *Aurise, une migrante canadienne-française*

**John Willis** Historien

Cinquième de huit enfants, Aurise Gill Turcotte (1863-1945?) voit le jour dans la paroisse de St-Thomas de Pierreville. Le père est charpentier, ses frères aînés sont navigateurs et ses deux sœurs aînées, institutrices. En 1881, âgée de 17 ans, Aurise suivra les traces de ses sœurs en devenant institutrice. Elle enseigne d'abord à Pierreville puis au Manitoba, vers 1887. Y rencontrant des difficultés dans son emploi, elle décide à l'automne de 1890 de déménager en Nouvelle-Angleterre. Là, elle prend nouveau pays et mari. Comme tant d'autres Québécois elle cherche emploi, famille et fortune au sud de la frontière. Le but de cette communication, qui s'appuie sur les recensements, les registres d'état civil et un petit corpus épistolaire, est de retracer les principales étapes du projet migratoire de d'Aurise, un cas qui nous permet d'approfondir le contexte d'un profil migratoire individuel. Ce faisant nous ouvrons une fenêtre sur le plus vaste contexte des destins personnels des Canadiens errants qui tout comme elle, ne manquaient ni de courage, ni de caractère.

### *Co-résidence et proximité résidentielle canadienne-française à Manchester (New Hampshire) en 1910*

**Marie-Eve Harton**, Université de Saint-Boniface et Université Concordia

**Léon Robichaud**, Université de Sherbrooke

En 1910, plus de 278 000 migrants canadiens-français ont été recensés au sein des six États de la Nouvelle-Angleterre. Bruno Ramirez (2003) met en exergue que la plupart des migrants canadiens-français du début du XX<sup>e</sup> siècle déclarent aller rejoindre parents et amis au sud de la frontière. Cette communication présente les résultats de notre étude de la distribution résidentielle des apparentés canadiens-français à Manchester en 1910. Celle-ci repose sur l'exploitation d'un tout nouveau corpus de données créé à partir du jumelage de trois sources de données historiques : les microdonnées des recensements américains de 1910, les actes de mariages contenues dans le fichier BALSAC ainsi que les plans d'assurance incendie Sanborn de 1915. Jusqu'à présent, nous avons pu observer que bien que les Canadiens français soient majoritaires

dans le quartier du Petit Canada (77%), il n'en demeure pas moins que plus des deux tiers d'entre eux habitent dans d'autres quartiers, en étroite proximité avec d'autres groupes culturels et, aussi, avec de nombreux apparentés. Nos résultats suggèrent notamment que l'immigration récente favorise la co-résidence des apparentés au sein des ménages. Au fil du temps, bien que la population canadienne-française s'étend sur le territoire de Manchester, les liens de parenté demeurent un facteur important des structures de voisinage.

## *À la recherche des ouvriers canadiens-français de la construction du Capitole de Saint Paul (Minnesota), 1895-1930*

**Yves Frenette**, Université de Saint-Boniface

Les mouvements migratoires canadiens-français couvrant le continent aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ont touché à peu près toutes les catégories sociales. À l'occasion du centenaire de l'édification du Capitole du Minnesota à Saint-Paul, un projet visant à souligner la contribution des travailleurs qui l'ont construit a mis en lumière le rôle de plusieurs dizaines de Canadiens français. Illustrant la participation d'un groupe professionnel aux échanges migratoires, ici les tailleurs de pierre, la communication aborde également la place de Saint-Paul dans leurs trajectoires.